

POUR NOS RETRAITES, POUR NOS SALAIRES



ON NE LÂCHERA PAS L'AFFAIRE

Dossier

**UNE SÉLECTION DE
LIVRES À (S')OFFRIR
EN CETTE FIN D'ANNÉE**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Avec Salah, avec le peuple
palestinien
Page 2

PREMIER PLAN

Santé publique. L'Aide
médicale d'État en péril
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Grèce. Encore un jeune Rom tué
par la police à Salonique
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Virginie, gréviste
du McDonald's de Douai-Vauban
Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Avec Salah, avec le peuple palestinien

Après 20 ans de persécutions, dont près de la moitié en prison, Salah Hamouri a été expulsé le 18 décembre, à la suite d'une révocation de son statut de résident à Jérusalem. Commentaire du Haut Commissariat aux droits humains de l'ONU : « *Expulser une personne protégée d'un territoire occupé est une violation grave de la Quatrième Convention de Genève, constituant un crime de guerre.* » Un crime de guerre qui, comme le rappelle Amnesty International, porte un nom : « *C'est une déportation. Les expulsions forcées et les détentions forcées sans charges, la séparation des familles participent au crime d'apartheid que nous dénonçons.* »

À son arrivée à l'aéroport de Roissy, Salah n'a pas mâché ses mots : « *Je retrouve ma famille, mes proches. Mais c'est dur d'être arraché à ma patrie. À travers ma personne, c'est un processus de nettoyage ethnique dont il s'agit.* ». L'acharnement dont Salah est victime ne constitue en effet pas un accident, mais il s'agit bien de l'expression de la violence de la politique de l'État d'Israël, qui s'autorise absolument toutes les méthodes, y compris des crimes de guerre au vu et au su de tous, pour tenter de briser la résistance palestinienne et d'étendre le projet colonial. L'expulsion de Salah survient ainsi dans une période particulièrement violente, avec plus de 150 tués en Cisjordanie pour la seule année 2022, soit l'année la plus meurtrière depuis 2005.

Et ce n'est pas le nouveau gouvernement droite-extrême droite dirigé par Benjamin Netanyahu qui va mettre un coup d'arrêt à ces politiques, bien au contraire. A fortiori dans la mesure où l'État d'Israël continue de jouir d'une scandaleuse impunité, comme l'a une nouvelle fois montré le cas de Salah, une violation manifeste du droit international qui aurait pu (dû !) donner lieu à des sanctions — que Macron n'a jamais ordonnées.

Nous nous retrouverons avec Salah pour continuer la lutte. Pour qu'il ait le droit de vivre en Palestine, là où il est né, avec sa famille et ses proches. Pour que l'État d'Israël soit traité comme ce qu'il est : un État d'apartheid, fondé sur la discrimination et le nettoyage ethnique. Pour que la violente injustice subie par le peuple palestinien cesse, et qu'il puisse réaliser ses droits nationaux et démocratiques. Palestine vivra !

BIEN DIT

Macron a certes réussi à attirer la lumière sur lui, mais il lui a sûrement échappé que le football est une arme symbolique qu'il faut savoir manier avec précaution. [...] Le geste de Macron était tellement outrancier que n'apparaissaient plus que le calcul et la récupération politique. Et comme Mbappé n'esquisse pas le moindre sourire, la stratégie de réconfort échoue complètement.

MANUEL SCHOTTÉ (sociologue), *Mediapart*, 19 décembre 2022.

À la Une

POUR NOS RETRAITES, CONTRE MACRON ET SON MONDE

Mobilisation générale !

Cette année 2022 a été marquée par la réélection de Macron, et le premier bilan de ce nouveau mandat est déjà bien lourd pour les classes populaires. Macron ne trahit certes pas ses « promesses » et poursuit sa politique de chasse aux pauvres et de cadeaux au patronat, mais pour ces six premiers mois, lui et son gouvernement ont véritablement fait feu de tout bois.

RÉFORME DES RETRAITES ENCORE UN CADEAU AU MEDEF



CHARNAG

Un gouvernement autoritaire et antisocial

Les conséquences sociales concrètes de l'inflation et de l'aggravation des inégalités depuis des décennies pour des dizaines de milliers de familles sont bien là. Les pauvres, le gouvernement les criminalise. Il les opprime et les appauvrit davantage, qu'ils soient d'ici ou d'ailleurs. Ainsi, avec sa réforme de l'assurance chômage, le gouvernement réduit la durée d'allocation de 25 % et conditionne l'attribution du RSA à une activité minimum de 15 ou 20 heures minimum par semaine. « Marche ou crève ! » semble dire le gouvernement, qui s'apprête à repousser l'âge de départ à la retraite à 65 ans. Élisabeth Borne a d'ailleurs présenté le calendrier de la future « réforme »

des retraites avec l'objectif d'une entrée en vigueur dès l'été prochain. Le contenu, lui, annonce une nouvelle offensive contre les droits du monde du travail, avec le recul de l'âge légal de départ à la retraite. Et, pour faire passer son budget antisocial, le gouvernement d'Élisabeth Borne a décidé de passer en force, au sein même du Parlement, en dégainant dix fois le 49.3, ne s'embarrassant même pas d'un semblant de débat démocratique dans ses propres institutions.

On ne lâchera pas l'affaire pour nos retraites

Face à cela on voit bien que les motions de censure ou les oppositions se limitant au terrain

législatif proposées par la Nupes ne répondent pas à l'urgence de la situation. Le 10 janvier, Borne donnera le coup d'envoi des hostilités. Pour faire reculer le gouvernement sur les retraites, il faudra reprendre la rue, nous mobiliser toutes et tous. Après le répit de cette fin d'année, la construction d'une mobilisation résolue contre le gouvernement doit être notre bonne résolution pour début 2023. Dès le 21 janvier, une manifestation est d'ores et déjà prévue à l'appel des organisations de jeunesse. Notre camp social va devoir se mobiliser, en premier lieu sur les lieux de travail, dans les entreprises et les services publics. Au-delà, dans l'unité, l'ensemble de nos

forces dans le monde du travail et la jeunesse — syndicats, associations et partis — vont devoir peser pour imposer un rapport de forces capable de les faire reculer : manifester tous azimuts, bloquer l'économie, porter la colère sociale contre ce système basé sur l'injustice et l'exploitation, en créant des collectifs de mobilisation.

Une grande majorité de la population refuse le recul de l'âge légal de départ à la retraite, mais aucun parlement, aucun référendum, ne peut mettre en échec le gouvernement. Contre Macron et son monde, c'est bien la mobilisation générale qu'il faut préparer pour sauver nos retraites.

Manon Boltansky

SANTÉ PUBLIQUE

L'Aide médicale d'État en péril

L'Aide médicale d'État (AME) permet depuis le 1^{er} janvier 2000 aux étrangerEs sans titre de séjour qui résident en France depuis au moins trois mois d'avoir accès aux soins.

Cet acquis est réduit et pourrait disparaître ! Les modalités d'accès à ce dispositif ont été fréquemment durcies sous le prétexte fallacieux de lutter contre les fraudes. L'État avait prévu une augmentation du budget de l'AME de 133 millions d'euros, mais

le Sénat vient de voter fin novembre 2022 une réduction de 350 millions d'euros prétendant des dépenses trop élevées alors que l'AME ne représente que 0,5 % du budget de la branche maladie de la Sécurité sociale. Les associations membres de l'Observatoire du droit à la santé des étrangers (ODSE)¹ ont publié un rapport portant notamment « *sur les conséquences désastreuses d'une telle réduction* ». Si l'Assemblée nationale vote les mêmes dispositions que le Sénat, le dispositif sera limité à la vaccination, aux maladies graves, aux urgences, et aux soins pour les personnes mineures ce qui reviendrait en fait à supprimer l'AME.

Cette régression serait un non-sens sur le plan de la santé publique, une stupidité économique et une faute éthique majeure ! Cette obsession de la disparition de l'AME, vieux combat de l'extrême droite, fait écho à la prochaine loi sur l'immigration concoctée par Darmanin.

Un dispositif insuffisant

Les personnes sans titre de séjour ont peu d'informations sur leurs droits. Après cinq années ou plus de résidence en France, 35 % des sans-papiers ne bénéficient pas de droits à l'AME. 94 % des femmes enceintes qui ont consulté dans un des centres

de Médecins du Monde n'ont pas de couverture maladie. Le pourcentage des personnes souffrant du VIH ou de la tuberculose est largement supérieur aux chiffres nationaux. Les taux de vaccination sont faibles dans un contexte où les maladies infectieuses sont nombreuses. Les bulletins épidémiologiques sur des populations migrantes vivant dans des centres d'hébergement ou reçus dans des Permanences d'accès aux soins de santé (PASS) constatent une grande dégradation de la santé physique et psychique, davantage d'épidémies, un niveau de suivi natal très insuffisant avec des risques de décès maternels...

Un monde à changer

IL N'Y A PAS DE PETITES VIOLENCES ET NOTRE SOLIDARITÉ VA AUX FEMMES VICTIMES. Après avoir été condamné à 4 mois de prison avec sursis pour des faits de violences conjugales, Adrien Quatennens n'a rien trouvé de mieux que d'aller donner «sa version des faits» aux médias. Au programme : victimisation, inversion de la culpabilité et minimisation des violences. Les militantes féministes et associatives sont habituées à entendre ce genre de discours de la part des conjoints violents : «la violence conjugale existe oui, chez plein de gens, chez les autres mais pas chez nous. Nous, c'est autre chose, c'est une situation

de rupture du couple, c'est de la violence partagée. C'est bien dommage d'en arriver là, mais il y a deux victimes. Oui, la violence conjugale existe bien sûr, 220 000 femmes en sont victimes chaque année, mais, attends, elle m'a caché des choses sur son téléphone, elle m'a menacé. D'accord, la violence conjugale existe, une femme en meurt tous les trois jours en moyenne, mais là ce n'était qu'une baffa, il faut différencier violence et violence, c'était un geste isolé.» C'est exaspérant de voir un homme profiter de son écho politique pour déverser son masculinisme à la télé mais c'est malheureusement la réalité de la façon dont sont traitées les affaires de

violences conjugales, y compris à gauche. C'est-à-dire que quand une femme dénonce des violences conjugales, on ne peut rien dire car elle n'avait qu'à porter plainte. Quand une femme porte plainte on ne peut rien dire car la justice n'a pas rendu son jugement. Quand la justice rend son jugement et condamne l'auteur des violences on ne peut rien dire car il faut aussi entendre son point de vue... à lui. Et comme nous, on en a un peu marre qu'on nous explique ce qu'on a le droit de dire ou pas, on va le répéter encore une fois : il n'y a pas de petites violences et notre solidarité va aux femmes victimes. Adrien Quatennens est juste un homme violent comme les autres. Nous soutenons toutes celles et ceux qui aujourd'hui exigent qu'il quitte ses fonctions de député.

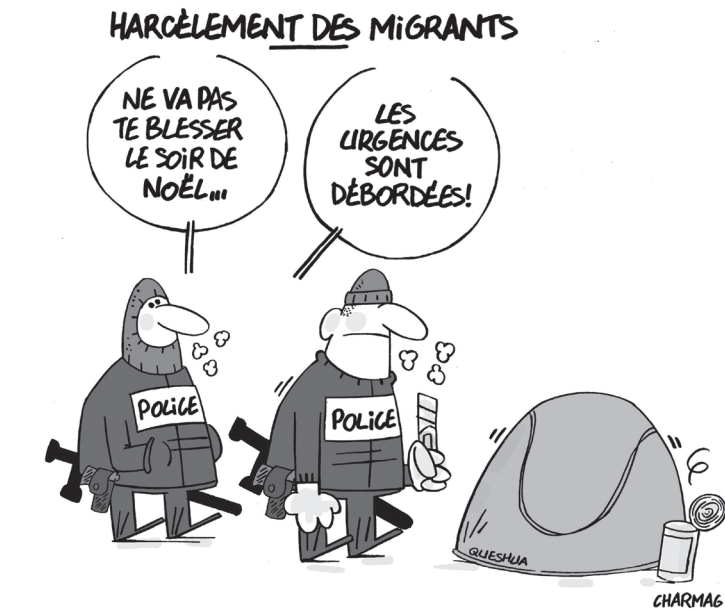
SANS-PAPIERS 18 décembre : 1^{er} round contre la loi immigration de Darmanin

Tout était contre nous ce 18 décembre, journée internationale des migrantEs : un dimanche, le froid, le foot ! Malgré tout, des manifestations ont eu lieu dans tout le pays même si elles ont été invisibilisées par des grands médias polarisés sur le match.

À Paris elle a rassemblé près de 5 000 personnes, mieux que les années passées. Des manifestations se sont déroulées dans de nombreuses villes, grandes et moyennes, parfois le vendredi, le samedi ou le dimanche. En général, elles ont été autorisées ou tolérées. Sauf à Strasbourg où elle était interdite, mais à la suite du référent du Collectif de soutien aux migrantEs, le tribunal administratif a retoqué la préfecture qui a dû autoriser un rassemblement en ville. Il est impossible de les citer toutes : 700 personnes à Rennes, 350 à Grenoble, 250 à Rouen, Toulouse, Perpignan, Beauvais, Romans... Partout, on note des cortèges dynamiques, combatifs, avec un nombre de migrantEs plus élevé, notamment là où des actions sont en cours, comme l'occupation du gymnase à Rennes, celle avec le DAL à Grenoble, les actions pour le logement de familles dans les écoles, les livreurs à vélo en lutte...

Liberté de circulation et d'installation

Partout des cortèges vivants, des chants, de la musique, des prises de paroles de migrantEs. Les revendications sur l'égalité des droits



pour tous et toutes ont été déclinées sous plusieurs aspects : les papiers, l'école, la santé, le travail. «De l'air, de l'air, ouvrez les frontières», «Liberté de circulation et d'installation» ont été repris. Car, on n'oublie pas que la fermeture des frontières est la cause des nombreux mortEs en Méditerranée et dans la Manche. En 2022, 45 000 migrantEs ont effectué la dangereuse traversée de la Manche. Dans la nuit du 14 décembre

dernier, quatre migrants, dont un adolescent, sont morts dans le naufrage de leur embarcation. À Rouen, pour rendre hommage à tous les migrantEs naufragés, des fleurs ont été lancées dans la Seine.

Poursuivre et amplifier la mobilisation contre la loi Darmanin

Et bien sûr, beaucoup de manifestantEs réclamaient en premier lieu l'abandon du projet de loi sur

l'immigration porté par le ministre de l'Intérieur, Darmanin. Cette loi accentue la chasse aux migrantEs, augmente les obligations à quitter le territoire (OQTF), les expulsions, prévoit de mettre les personnes qui sont sous le coup d'une OQTF dans le fichier des personnes recherchées, ou encore d'accroître les capacités des centres de rétention. Il n'est pas acceptable qu'un ministre de l'Intérieur cherche à rendre la «vie impossible» à une partie de la population particulièrement fragilisée. Le nombre de participantEs était variable selon les villes et certes insuffisant pour créer le rapport de force nécessaire pour faire reculer le gouvernement dans ses attaques contre les migrantEs. Mais des points ont été marqués durant cette journée de mobilisation qui est une étape. Dans de nombreux endroits le nombre d'organisations, de collectifs, d'associations, de syndicats signataires était en augmentation. Il faut que la mobilisation se poursuive, s'amplifie, ralliant des secteurs plus larges de la société pour faire échec au projet de loi immigration du gouvernement porté par le ministre de l'Intérieur. À Grenoble, une date est prise début janvier pour faire le bilan et envisager d'autres actions contre la loi Darmanin. Une assemblée publique est déjà prévue à Paris le 20 janvier à la Bourse du travail. **Dominique Pierre (CNIA)**

Un système discriminatoire

Les bénéficiaires de l'AME sont encore moins bien traités que ceux de la Complémentaire Santé Solidaire (C2S), qui remplace la CMU-Complémentaire. Ils n'ont pas le droit à la prise en charge des frais de traitement et d'hébergement des personnes handicapées y compris des enfants, à la prévention bucco-dentaire des enfants, aux indemnités journalières, au dépistage gratuit du cancer du côlon et du col de l'utérus. Le remboursement des prothèses dentaires et des lunettes est plus faible que celui de la C2S. Certains soins (prothèses, kiné, opération de la cataracte...) sont conditionnés au bénéfice de l'AME depuis 9 mois. Même pendant les pandémies, la personne qui

demande à bénéficier de l'AME doit se présenter personnellement dans un centre de Sécu pour déposer le dossier et revenir plus tard pour recevoir la carte AME renouvelable chaque année.

Répondre aux fantasmes, rumeurs et instrumentalisation politiques

Au lieu de rechercher les fraudes très rares en réalité — 54 cas identifiés en 2014, 38 en 2018 —, les organismes de Sécu devraient s'attaquer aux difficultés d'accès à l'AME des précaires en raison de la complexité du système. Restreindre l'AME ne peut que favoriser la contagion des maladies infectieuses. Des études montrent que les migrations pour raisons de santé sont très rares.

Le «tourisme médical» n'est pas pratiqué par des sans-papiers mais par de riches étrangers.

Une solution : «Le 100% Sécu pour tous et toutes !»

«La possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain» (Constitution de l'OMS). Pour cela chacunE doit bénéficier quel que soit son statut administratif et sans délai de carence du 100% Sécu, sans avance des frais, sans ticket modérateur, forfait et franchise, afin d'accéder à l'éducation à la santé, la prévention et aux soins de ville et à l'hôpital. «Une même carte vitale pour tous et toutes», c'est une nécessité. **S. Bernard, C. Bensimon**



1 — Observatoire du droit à la santé des étrangers : <https://www.odse.eu.org/>

Le chiffre

85 % C'est le pourcentage de sapins de Noël vendus en France contaminés aux pesticides. 13 pesticides différents ont été identifiés. «Certains sont parmi les plus toxiques du marché (classés "cancérogènes mutagènes reprotoxiques")», comme le glyphosate», précise Agir pour l'environnement. En outre, l'association assure que «plusieurs sapins portant des mentions relatives à une "culture respectueuse de l'environnement" présentent des traces de plusieurs pesticides».

Source : Reporterre (<https://reporterre.net/85-des-sapins-de-Noel-contamines-aux-pesticides>)



Agenda

Le prochain numéro de **l'Anticapitaliste** sortira le jeudi 5 janvier 2023.

Bonne fin d'année

Mardi 17 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Pauline Salingue et Olivier Besancenot, Paris. À 19h30, à la Bellevilloise, 19-21 rue Boyer, Paris 20^e, métro Gambetta ou Ménilmontant.

Vendredi 20 janvier, assemblée contre la loi immigration Darmanin, Paris. À 18h, à la Bourse du travail, salle Hénaff, 85, rue Charlot, Paris 3^e, métro République.

Samedi 21 janvier, marche pour nos retraites, Paris. À 14h, rdv à venir.

NO COMMENT

Je trouve belle l'image de Macron reconfortant Mbappé. L'un, thaumaturge, président des défaits et des tombés. L'autre, jeune héros plongé dans la colère d'Achille. Elle est romanesque, cette défaite pleine de panache.

BERNARD-HENRI LÉVY, Twitter, 19 décembre 2022.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org	Tirage : 6 500 exemplaires
Diffusion : diffusion.presse@npa2009.org	Directeur de publication : Julien Salingue
Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex	Secrétaires de rédaction : Fabienne Brifault, Julien Salingue
Numéro ISSN : 2269-3696	Maquette : Ambre Bragard
Commission paritaire : 0419 P 11508	Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois Tél. : 0148 70 42 21 Mail: rotoimp@wanadoo.fr
Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).	IMPRIM'VERT®

PÉROU Coup d'État parlementaire contre Pedro Castillo, chronique d'une crise politique permanente

La victoire électorale de Pedro Castillo et de Perú Libre aux élections présidentielles de 2021 augurait de l'approfondissement de la crise politique péruvienne qui dure depuis plus de cinq ans avec la sauvagerie particulière des classes dirigeantes envers un leader syndical d'origine paysanne.

Contrairement aux expériences nationales-populistes récurrentes en Amérique latine, le projet de Castillo ne disposait pas d'une stratégie définie, d'une base populaire solide et d'une large majorité parlementaire pour mettre en œuvre les changements proposés lors de la campagne électorale.

Populisme de faible intensité et encerclement putschiste permanent
Face au manœuvres putschistes de l'ultra-droite, Castillo a choisi d'accorder constamment des concessions aux classes dirigeantes, au point d'enterrer les mesures minimales du programme de changements avec lequel il avait remporté le second tour des élections. Castillo a fait échouer les deux premières motions de censure en établissant des accords avec les parlementaires de droite implantés en régions et avec une certaine bourgeoisie provinciale. Les mobilisations antigouvernementales auxquelles l'extrême droite a appelé n'ont réussi qu'à rassembler les vieux partis APRA et le Parti populaire chrétien (PPC), ainsi que certaines fractions de la classe moyenne et de la bourgeoisie de Lima. Un autre front de contestation politique a été constitué par le pouvoir judiciaire et le bureau du Procureur général de la nation, qui ont ouvert en un temps record 6 dossiers de poursuites contre le président Pedro Castillo. Le Congrès préparait une demande de suspension du président Castillo, mais cette voie n'ayant pas abouti c'est donc la troisième demande d'admission de la motion de censure présidentielle qui a été approuvée, par un second vote, le 7 décembre.

Une sortie précipitée et une crise qui continue
Face à la crise politique non résolue, Castillo décida la fermeture du Congrès putschiste sans bénéficier du rapport de forces politique nécessaire et sans le soutien populaire écrasant qui lui aurait permis de mener à bien son projet de mesure d'exception. La déclaration des forces armées contre la fermeture du Congrès a clarifié le rapport de forces. Le Congrès était prêt à approuver la troisième motion de censure présidentielle avec les votes favorables de certains membres du Congrès de Perú Libre, Nuevo Perú et du Parti magistral et populaire. Une fois le coup d'État parlementaire consommé, les policiers ont arrêté l'ancien président dans la préfecture sous l'accusation de rébellion, démontrant une fois de plus l'acharnement des classes dirigeantes péruviennes à l'encontre du leader syndical d'origine paysanne. L'investiture présidentielle de Dina Boluarte, ancienne vice-présidente, est le produit de l'accord tacite des forces politiques du Congrès dans leur manœuvre de normalisation du coup d'État parlementaire consommé. Quelques mois auparavant, l'ultra-droite avait tenté de disqualifier le vice-président de l'époque pour des motifs absurdes, mais ces derniers jours, elle a reculé sur cette mesure afin de permettre le transfert du pouvoir présidentiel sans soulèvement populaire. Dina Boluarte a annoncé un gouvernement d'unité nationale, ce qui signifie en réalité une continuité néolibérale, peut-être maintenant à un niveau de rapprochement avec la technocratie et la droite traditionnelle.
Johnatan Fuentes, sociologue et militant de Corriente Amara
Version intégrale sur: https://puntodevistainternacional.org/wp-content/uploads/2022/12/Golpe_parlamentario_contra_Pedro_Castillo_Cronica_de_una_crisis.pdf et sur <https://www.contretemps.eu/crise-politique-perou-pedro-castillo/>

USA Les enseignantEs de l'université gagnent une grève; les travailleurEs de Starbucks en organisent une

Après cinq semaines de grève, la plus grande grève de l'enseignement supérieur de l'histoire des États-Unis et la plus importante de cette année, les 36 000 enseignantEs des dix campus de l'Université de Californie, rattachés au syndicat United Auto Workers, sont parvenus à un accord de principe le 16 décembre.

Ce projet d'accord prévoit des augmentations de salaire, une amélioration de la couverture médicale et des prestations de garde d'enfants. Si la majorité de l'équipe de négociation du syndicat a voté en faveur du contrat, une importante minorité s'y oppose et a appelé les membres à voter contre et à poursuivre la grève pour obtenir un meilleur accord. Un groupe de 12 000 post-doctorantEs, qui avaient fait grève, ont obtenu plus tôt un meilleur contrat. Les 48 000 grévistes touchaient quelque 300 000 étudiantEs en attente de leurs notes et environ 70 000 en attente de leur diplôme de fin d'études, ce qui a constitué un point d'appui pour le syndicat.



BINGJIEFU HE/WIKIMEDIA COMMONS

Un accord pour les travailleurEs sur les salaires
L'accord de principe accorde à ces travailleurEs, en fonction de leur localisation dans l'État de Californie, un salaire de base de 25 000 dollars par an immédiatement et entre 34 000 et 36 486 dollars d'ici 2024. Ils recevraient également 2025 dollars par semestre pour la garde d'enfants et une couverture santé à 100% dans de nombreux cas. Le vote final aura lieu du 19 au 23 décembre. Les salariéEs diplômés, qui se sentent comme des serfs dans le système éducatif, ont adhéré à divers syndicats et se sont organisés à travers tous les États-Unis. Ce n'est pas un groupe facile à organiser: les universités ont fait obstacle à leur organisation, les salariéEs travaillent dans des dizaines d'universités publiques

et privées; ils sont répartis dans de nombreuses catégories d'emploi différentes, dépendent de leurs chefs de département pour leur emploi et pour certains revenus versés sous forme de bourses. De plus, tous les deux ou trois ans, l'ensemble de la cohorte de ces diplômés quitte l'université pour occuper un emploi dans le secteur public ou privé, ce qui rend difficile le maintien des membres organisés ainsi que la continuité organisationnelle et politique.
Campagnes de syndicalisation et grèves
Aujourd'hui, cependant, avec le soutien des principaux syndicats et sous l'effet de l'inflation, nombreux sont ceux qui s'organisent, font grève et gagnent souvent. Par exemple, à la New School (université privée de New York), où 90% des cours

sont assurés par des adjoints et des conférenciers non permanents, dont beaucoup sont employés à temps partiel. Ils ont obtenu de modestes améliorations des salaires et des prestations de soins de santé après une grève de trois semaines. Les campagnes de syndicalisation dans l'enseignement supérieur sont importantes pour le mouvement syndical pour plusieurs raisons. Premièrement, en raison du faible taux de syndicalisation total des salariéEs (10,3% en 2021), chaque renforcement syndical est important. Deuxièmement, ces salariéEs démontrent que les grèves peuvent être efficaces et qu'il est possible de gagner. Troisièmement, ces diplômés se dirigent ensuite vers un travail dans d'autres industries et services, emportant avec eux leur expérience syndicale.

AFRIQUE CENTRALE Violence et pillage en RDC

La région est de la République démocratique du Congo (RDC) connaît une recrudescence de violences en raison notamment des combats menés par le M23. Les populations civiles en paient le plus lourd tribut sur fond de rivalités économiques entre les différentes factions.

La RDC fait face à une nouvelle crise avec les attaques du M23. Cette milice est désormais à quelques kilomètres de la ville la plus importante de la région est du pays Goma. Il semble que la stratégie de ce groupe armé soit d'établir un blocus de la capitale régionale permettant d'aborder des éventuelles négociations en position de force.
Aux origines du M23
L'ancêtre du M23 est le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP). Cette milice s'était proclamée défenseuse de la population tutsi, victime de nombreuses discriminations. En 2009 un accord est signé. Il permet à la plupart des miliciens du CNDP d'intégrer l'armée congolaise. Trois ans plus tard, une rébellion éclate sous le nom de Mouvement du 23 mars en référence à la date de la signature de l'accord de 2009. Le M23 occupera la ville de Goma avant d'être repoussé par une force spéciale de la mission des Nations unies la Monusco. Les miliciens trouveront refuge en Ouganda et au Rwanda, les deux pays qui à l'époque avaient soutenu cette rébellion. De nouveau, le M23 réapparaît. Officiellement, il s'agit toujours de défendre la communauté tutsi. En

réalité le M23 souhaite avant tout intégrer l'armée congolaise. Cela leur permettrait de formaliser leur poids politique dans l'est du pays et faciliterait le contrôle de l'exploitation des richesses minières au profit du Rwanda.
Une géopolitique régionale
Le M23 est avant tout une émanation du pouvoir rwandais. Un fait établi par les experts de l'ONU, confirmé par les différentes chancelleries occidentales. Kigali depuis longtemps profite des richesses de la RDC. Une grande partie de l'exploitation minière de l'est de la RDC transite, le plus souvent illégalement, au Rwanda. Ce pays s'est d'ailleurs doté de deux usines de retraitement pour l'or et le coltan. Ces chaînes de valeurs sont particulièrement profitables pour les dirigeants rwandais. Ils bénéficient de la mansuétude des pays occidentaux. La Grande-Bretagne tient à son accord lui permettant d'expulser vers ce pays les sans-papiers arrivant au Royaume-Uni. Les USA ne veulent pas froisser

leur allié, le président Kagamé, chantre du libéralisme sur le continent. Quant à la France, il lui est difficile de donner des leçons au vu de son passé de complice dans le génocide. De plus, au Mozambique, l'armée rwandaise a sécurisé Cabo Delgado en proie aux attaques de djihadistes permettant à TotalEnergies l'exploitation des gisements pétroliers. Le Rwanda se sert du M23 pour peser sur les décisions de la RDC face à la concurrence d'autres pays notamment l'Ouganda. Ce pays frontalier tente d'améliorer sa présence économique avec un projet routier le reliant aux principales villes de l'est de la RDC. Potentiellement, cela pourrait ôter une partie des exportations au Rwanda.
Des négociations difficiles
Le Kenya, en première ligne pour tenter de régler la crise, agit sur les fronts diplomatique et militaire. Il a envoyé des troupes dont certaines se sont déjà déployées dans la ville de Goma. Côté négociation, deux

Des centaines de salariéEs de Starbucks en grève
Le jour même où les travailleurEs de l'université de Californie ont conclu un accord de principe pour mettre fin à leur grève, des centaines de travailleurEs de 100 magasins Starbucks ont entamé une grève de trois jours pour protester contre les pratiques de travail déloyales de l'entreprise. Les employéEs de Starbucks ont remporté des élections de représentation syndicale supervisées par l'administration dans 270 magasins, soit environ 80% de toutes les tentatives, mais en réponse à la syndicalisation, l'entreprise a fermé des magasins et licencié des travailleurEs, ce qui est illégal dans les deux cas. L'entreprise a également proposé des améliorations des salaires et des conditions de travail dans des magasins où il n'y a pas de syndicalisation, afin d'inciter les travailleurEs à rejeter la représentation syndicale.
«Ils redoublent d'efforts pour briser les syndicats, alors nous faisons de même», a déclaré Michelle Eisen, serveuse dans un café Starbucks de Buffalo, dans l'État de New York, qui a été le premier à voter pour le syndicat il y a un an. «Nous exigeons un recrutement équitable, la fin des fermetures de magasins et que Starbucks négocie avec nous en toute bonne foi.» Organiser les salariéEs de Starbucks est une tâche monumentale étant donné qu'il existe 9 265 magasins gérés par l'entreprise et 6 608 magasins sous licence aux États-Unis. Les socialistes démocrates d'Amérique (DSA), qui sont impliqués dans les syndicats d'universitaires à travers le pays, ont lancé une campagne de solidarité avec les travailleurEs de Starbucks et ont mobilisé leurs membres pour rejoindre les piquets de grève des travailleurEs. Quelques-unEs de ces travailleurEs rejoindront sans doute DSA, qui vise à devenir une organisation liée à la classe ouvrière.
Dan La Botz, traduction Henri Wilno
processus sont en cours. Celui de Nairobi est dédié au traitement des différentes milices armées qui sévissent dans la région, il y en a plus d'une centaine. Le M23 n'est pas invité car il est considéré par le président congolais Tshisekedi comme une émanation du Rwanda. Le second processus conduit par l'Angola est consacré à la dimension régionale et regroupe les pays frontaliers de la RDC. Le Rwanda y participe mais refuse de parler du M23 considérant qu'il s'agit d'une affaire interne à la RDC. On est donc, pour le moment, dans une impasse. À cause de la faiblesse de l'État, de la corruption de ses dirigeants, la RDC est une sorte d'«open bar» où le pillage des ressources est la règle pour la plus grande satisfaction des multinationales occidentales. La guerre entre les différentes factions fait rage. La principale victime reste la population civile. Le récent massacre perpétré par le M23 dans les villages de Kishishe et Bambo en est un des tragiques exemples.
Paul Martial

Après ce véritable réflexe anti-Roms du policier (qui ose parler de « bavure » ?), les Roms de Grèce ont été très nombreux à sortir dans les rues, face aux flics qui n'ont d'ailleurs pas hésité à s'en prendre violemment au père de la victime. Ces réactions de révolte sont à la mesure de la situation faite aux Roms du pays, traités en citoyens de 5^e catégorie : parqués dans des lotissements loin des centres-villes, vivant sans ressources et souvent sans accès à l'éducation, victimes des contrôles au faciès. Ils sont abandonnés dans une misère contre laquelle les travailleurEs sociaux et des associations luttent souvent en vain, aucun véritable moyen n'étant donné par le pouvoir pour aider les Roms à sortir de la pauvreté et de l'injustice. La réaction du pouvoir après le drame a d'ailleurs été d'envoyer la police fouiller les lotissements roms à travers le pays, donnant un nouveau feu vert au racisme anti-Roms de la police, avec les encouragements des médias aux ordres... La colère de représentantEs d'associations de Roms s'exprime tout simplement avec ce qui est devenu un mot d'ordre pour tous les Roms : Justice !

La grande peur du pouvoir

Dès le crime commis, le pouvoir a tout fait pour neutraliser l'information. Car il s'ajoute à une longue liste de crimes policiers que la jeunesse dénonce à travers le célèbre slogan : « *Flics, cochons, assassins !* » Pour les dernières années : police accusée d'être impliquée dans les coups mortels portés au militant LGBTQI Zak Kostopoulos (2018), le jeune militant Vassilis Mangos tué sous les coups de la police à Volos (2020) après une manif contre les déchets de Lafarge-Aget, le jeune Rom Nikos Sambanis tué en banlieue d'Athènes de 36 balles tirées par 7 policiers (octobre 2021). Et d'autres encore...

GRÈCE Encore un jeune Rom tué par la police à Salonique

Le 5 décembre, Kostas Frangoulis, un Rom de 16 ans, a reçu 2 balles dans la tête tirées par un policier qui le poursuivait à moto. Son double crime ? Être parti d'une station-service de Thessalonique sans payer les 20 euros d'essence et conduire sans permis...



MARIOS VALASSOPOULOS

Sans oublier le meurtre du jeune Alexis Grigoropoulos le 6 décembre 2008, qui avait débouché sur des semaines d'une immense révolte, et qui a créé dans la bourgeoisie grecque un traumatisme durable du risque d'une insurrection de la jeunesse. Sa préoccupation depuis cette date, commémorée tous les ans par de grosses manif en Grèce, est d'empêcher qu'une mobilisation durable et plus forte encore ne naisse de ces commémorations dynamiques. Et son seul moyen, c'est la répression, de plus en plus forte chaque année.

Une mobilisation durable

Après les manif spontanées du 5 décembre, celles du 6 ont été

cette année extrêmement massives et déterminées, avec un soutien très fort exprimé aux Roms... et la police partout, et son ministre (ancien du KKE, PC grec) accusant la gauche d'exploiter « une telle sorte d'événement ». Venant après les mobilisations très fortes du 9 novembre (grève générale) et du 17 novembre, elle traduit une colère et une détermination (face aux lacrymos et autres cadeaux policiers) croissantes. Mardi 13, Frangoulis est mort des suites des blessures infligées. Le soir même, de nombreuses manif ont eu lieu dans le pays, la police essayant de l'empêcher violemment à Athènes, en vain. Le pouvoir est donc engagé dans une inquiétante

fuite en avant, Mitsotakis annonçant le 5 après le crime une prime de 600 euros pour tous les policiers, prime qui a été approuvée par Syriza et le KKE... Jeudi 15, une grosse grève de l'Éducation nationale a vu sa manif athénienne attaquée par la police, preuve d'une répression dans tous les secteurs. Il faut dire que dans les slogans, on pouvait entendre : « *Ce n'était pas un accident, c'est un crime d'État* », ou « *600 euros pour les assassins, et des clous pour les enseignantEs* » ! La jonction des luttes des jeunes, des travailleurEs, des marginaliséEs, voilà une perspective riche d'avenir. **A. Sartzekis à Athènes, le 18 décembre 2022**

IRAN La Mollahrchie veut terroriser les manifestantEs

Depuis le 16 septembre, au moins 485 personnes ont été tuées et plus de 18 000 arrêtées, dont des centaines de mineurEs. La répression vient de connaître une accélération décisive avec notamment l'envoi de blindés et de mitrailleuses lourdes au Kurdistan.

Les 8 et 12 décembre, deux manifestants de 23 ans ont été pendus : l'un à l'abri des regards, l'autre sur une place publique de sa ville natale. Selon Amnesty International, onze autres personnes ont été à ce jour condamnées à la peine capitale depuis trois mois. L'un d'entre eux pour avoir incendié une poubelle et déplacé une glissière de sécurité ! À la mi-décembre, des procès étaient programmés contre 37 personnes supplémentaires, dont quatre mineurs, pour des accusations pouvant entraîner la peine de mort. Parmi eux, un rappeur, Toomaj Salehi, dont les textes expliquent en grande partie l'acharnement du pouvoir. Une représentante de Human Rights Watch explique : « *Ce qui est nouveau depuis le 16 septembre, c'est l'utilisation très répandue des charges comme "inimitié à l'égard de Dieu" pour des actes comme celui de barrer les routes ou d'incendier les bâtiments, alors que, par le passé, elles ont été utilisées*



PHOTOOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

pour des crimes capitaux comme l'assassinat. La précipitation systématique que nous observons dans le déroulement des procès et dans l'application des peines ainsi que la sévérité des condamnations d'une manière générale révèlent la volonté de la justice iranienne de susciter la terreur dans le pays après les manifestations. »

Un régime en grande difficulté

Le recours à la répression frontale témoigne de l'incapacité du pouvoir à utiliser d'autres moyens pour tenter de mettre un terme au soulèvement. Son impopularité n'a jamais été aussi forte. La mollahchie est aujourd'hui incapable de faire descendre ses partisans dans la rue, et les partisans d'une simple

réforme du régime ont perdu toute crédibilité. Le spectre du renversement de la République islamique hante les nuits des mollahs, même si le niveau d'organisation de la population et celui des grèves ne permettent pas d'y parvenir à court terme. Mais dans un pays où le pouvoir suprême est exercé par un ayatollah de 83 ans à la santé chancelante, son décès se traduirait immanquablement par une crise politique majeure. Si les mobilisations se poursuivent jusqu'à cette échéance, les rapports de forces s'en trouveraient modifiés en faveur des exploités et des opprimés.

L'indispensable solidarité

Il est trop tôt pour évaluer dans la durée l'impact sur les mobilisations du durcissement de la répression. Il est donc plus nécessaire que jamais d'y opposer la solidarité des exploités et opprimés du reste du monde. Même si dans l'immédiat les manifestations sont en baisse, tous les soirs des actions ont lieu et des slogans sont lancés. Les cérémonies de deuil et les enterrements se transforment systématiquement en « manifestations » contre le régime. Des appels à descendre dans la rue ont été lancés pour les 19, 20 et 21 décembre à Téhéran et dans le reste du pays. Des grèves sur les salaires sont par ailleurs en cours dans la pétrochimie, et une émeute a eu lieu le 17 décembre à la prison de Karadj. **Dominique Lerouge**

UKRAINE Lutte de classe en temps de guerre

Dix mois après le début d'un conflit sanglant, les travailleurEs ukrainiens se trouvent confrontés aux affres de la guerre en même temps qu'aux offensives d'un néolibéralisme qui ne s'embarrasse guère des souffrances d'une population exposée au martyre.

Avec environ 15 millions de réfugiés, un PIB en chute libre de 35 %, près de 5 millions d'emplois perdus, des mortEs — civils et militaires — qui se comptent par plusieurs dizaines de milliers et, dernièrement, la destruction systématique de l'infrastructure énergétique à l'amorce d'un hiver rude, c'est peu dire que le pays est au bord de l'asphyxie. Évidemment, l'intérêt prioritaire du monde du travail ukrainien reste de mettre un terme à cette invasion brutale, terme qui passe nécessairement par le retrait des troupes russes de l'ensemble du territoire. Des 80 % de mortEs au travail liés à des faits de guerre dans les zones non occupées, aux meurtres, tortures, disparitions et à l'élimination physique de toute forme de contestation dans les zones sous contrôle russe, les luttes pour une amélioration réelle du quotidien ne peuvent être que conditionnées par cet objectif central.



WIKIMEDIA COMMONS

70 % du salariat privé de la protection du code du travail

Malheureusement, la guerre n'est pas le seul ennemi des travailleuses et travailleurs ukrainiens, qui doivent simultanément faire face à des attaques frontales contre le droit du travail et les libertés syndicales de leur propre gouvernement. Ces réformes, initiées dès 2019 par le gouvernement Zelensky, avaient alors été bloquées par la mobilisation des travailleuses et travailleurs et l'action coordonnée de la FPU et de la KVPU, les deux principales centrales syndicales du pays. Profitant de la loi martiale qui limite considérablement les capacités de protestation, la droite ukrainienne est revenue opportunément à la charge depuis le début de la guerre. L'un des textes de loi, passé au Parlement ukrainien en août dernier, prive de la protection du code du travail les salariéEs des PME, c'est-à-dire 70 % du salariat. Les confédérations syndicales, coincées par la loi martiale et confrontées à une nouvelle loi antisyndicale, redoublent d'effort à l'international pour tenter de mettre sous pression le gouvernement Zelensky : recours constitutionnel, contestation devant l'Organisation internationale du travail (OIT), inadéquation de la loi avec la demande d'entrée dans l'UE, pétition internationale en lien avec le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU). Ce désastreux panorama ne doit pourtant pas cacher les résistances souterraines, comme nous le rappelle ces mineurs de Novovolynsk qui, au cours de l'été, refusèrent de travailler pour le nouveau directeur accusé de corruption : « *Le peuple est le gouvernement. Nous n'avons pas besoin de nous voir imposer de nouveaux dirigeants. Retournez d'où vous venez, nous ne travaillerons pas avec vous* ». Si la lutte de classe est difficile en temps de guerre, les travailleurEs, ayant pris le relais d'un État défaillant en bien des domaines, ne se sentiront pas contraintEs de faire le dos rond indéfiniment. **Elias Vola**

ESSAIS



Déviriliser le monde, de Céline Piques, éditions Rue de l'Échiquier, 2022, 112 pages, 12 euros

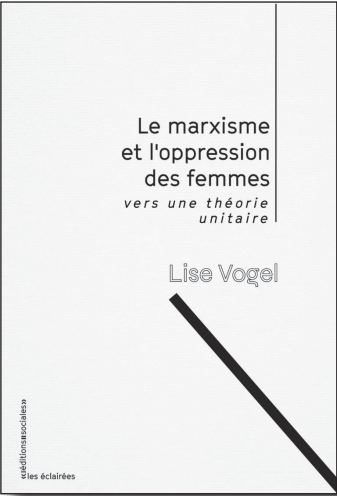
Céline Piques propose un titre qui semblera provocateur à certains : oui, il y a un problème de virilité dans notre société. Elle égrène des chiffres qui parlent d'eux-mêmes : « *En France, 96 % de la population carcérale est masculine. Les hommes sont responsables de 99 % des viols, de 97 % des violences sexuelles, mais aussi de 95 % des vols de véhicules, de 99 % des incendies volontaires ou encore de 89,5 % des destructions et dégradations* ». C'est tout un système, le patriarcat, qu'elle analyse, en s'appuyant sur des faits et des données chiffrées. Son propos se nourrit aussi de nombreuses citations de penseuses féministes, comme Andrea Dworkin, Françoise Héritier, Christine Delphy ou Gisèle Halimi.

Conférences sur la libération des femmes, d'Alexandra Kollontai, éditions Librairie La Brèche, 2022, 13 euros

Ces cours du soir à destination des femmes ouvrières ont été dispensés par Alexandra Kollontai en 1921 à Moscou à l'université communiste de Sverdlov. La mise en perspective avec le cours de la révolution bolchévique d'une part et avec la condition des femmes aujourd'hui est édifiante (voir les introductions de Elsa Collonges et Jacqueline Heinen).

Marxisme et oppression des femmes, vers une théorie unitaire, de Lise Vogel, Éditions sociales, 2022, 420 pages, 22 euros

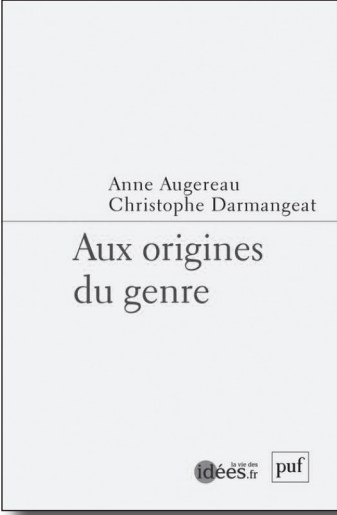
Ce livre est le fondateur de la théorie de la reproduction sociale, dont se revendiquent les autrices



de notre courant telles Aurore Koechlin ou Tithi Bhattacharya. Comment les marxistes ont-ils compris la question de l'oppression des femmes ? Marx, Engels, Bebel sont passés en revue systématiquement. Et, à partir et contre Marx et les marxistes, il s'agit d'affirmer une théorie unitaire : le travail reproductif qui permet au travailleur de naître, de se rendre au travail le ventre plein, les habits propres, pour permettre au patron de l'exploiter. Du vrai marxisme créatif, érudit et accessible.

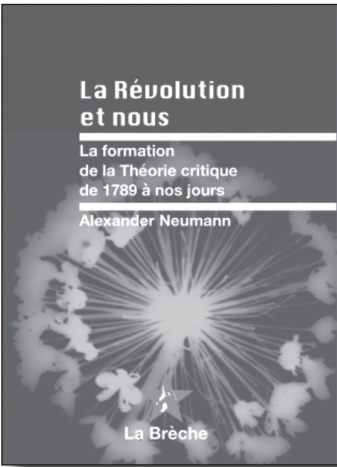
Aux origines du genre, d'Anne Augereau et Christophe Darmangeat, Presses universitaires de France, 2022, 9,50 euros

Quand une préhistorienne et un anthropologue rencontrent d'autres anthropologues sur une démarche matérialiste et répondent à la question : comment éviter de projeter les visions fantasmées du présent sur le lointain passé ?



La Révolution et nous, d'Alexander Neumann, éditions Librairie La Brèche 2022, 13 euros

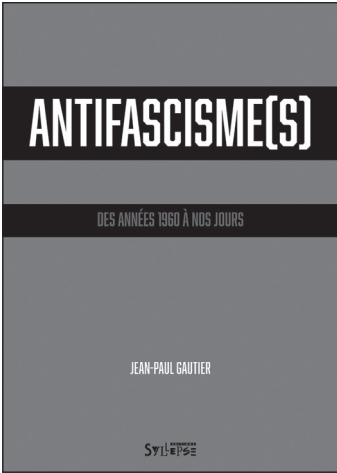
L'auteur, à partir de la grande Révolution française, déroule le fil rouge qui parcourt notre histoire... et notre présent. Ce fil ne s'est jamais interrompu, la permanence de la révolution en est l'expression la plus achevée. Les conseils ouvriers, les insurrections, les révolutions du 20^e siècle, du 21^e siècle, d'un continent à l'autre, d'une époque à l'autre en démontre la validité.



Le Front unique ouvrier, introduction d'Antoine Larrache, éditions Librairie La Brèche, 2022, 4 euros

Ce concept de front unique ouvrier a toute une histoire qui plonge ses racines dans les débats de l'Internationale communiste d'avant la stalinisation, c'est-à-dire dans les textes élaborés lors

des quatre premiers congrès de 1918 à 1922, et a servi de guide pour l'action des révolutionnaires durant tout le 20^e siècle et reste jusqu'à aujourd'hui d'une actualité brûlante.

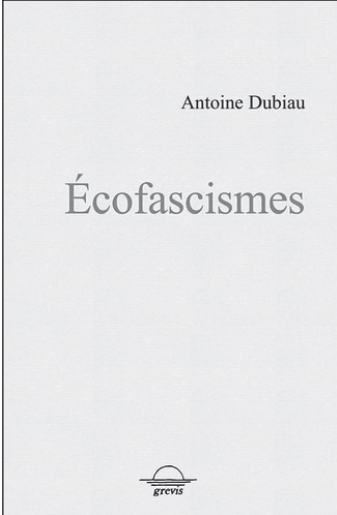


Antifascisme(s). Des années 1960 à nos jours, de Jean-Paul Gautier, éditions Syllepse, 2022, 20 euros

Quinze ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'extrême droite réapparaît sur la scène politique française et ne la quittera plus jusqu'à aujourd'hui. Immédiatement, une opposition apparaît face à cette sombre renaissance, notamment à partir de la guerre d'Algérie. Jean-Paul Gautier nous propose de revenir sur l'histoire des différentes composantes et sensibilités de ces mouvements antifascistes des années 1960 à nos jours. Mais aussi sur leurs débats sur la violence, le rapport à l'État et au champ politique institutionnel.

Écofascismes, d'Antoine Dubiau, éditions Grevis, 2022, 224 pages, 10 euros

L'écologie n'est pas naturellement de gauche, on en avait déjà la conviction de par les idéologies réactionnaires des retours à la terre, patrie des nazis. Loin de voir cette idéologie enterrée dans les ruines de la Seconde Guerre mondiale, notre époque voit ce phénomène se revivifier : fascisation de l'écologie, écologisation du fascisme, ce livre tente de cerner la plasticité du fascisme.





UNE SÉLECTION DE LIVRES À (S')OFFRIR EN CETTE FIN D'ANNÉE

Cette année, **l'Anticapitaliste** vous propose une sélection de livres pour les fêtes concoctée avec la librairie La Brèche. Des essais, des BD, des romans, des polars, pour la plupart récemment parus et évoqués dans nos colonnes.

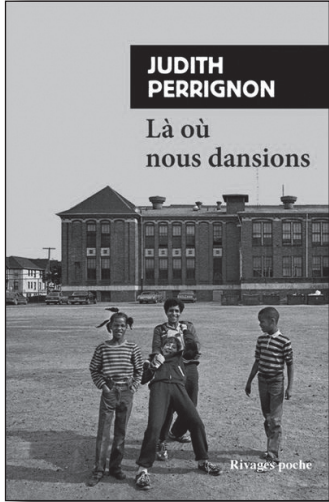
POLARS

Mort contre la montre, de Jorge Zepeda Patterson, Babel noir, 2022, 432 pages, 9,70 euros

Le Tour de France... quoi de plus rebutant a priori ? L'auteur a réussi un polar qui se place d'emblée dans le monde du sport professionnel où l'on n'hésite pas à tuer pour gagner. Des directeurs sportifs aux financiers, le fric est roi, et en bas il y a les porteurs d'eau, les sacrifiés, les forçats, « *le corps asservi toujours à la limite de la rupture* ».

Là où nous dansions, de Judith Perrignon, Éditions Rivages Poche, 2022, 368 pages, 20 euros

En 1935, Eleanor Roosevelt inaugure à Detroit le premier quartier de logements sociaux neufs et confortables pour les Afro-américainEs, le Brewster Project. Il fera leur fierté jusqu'à sa démolition au 21^e siècle. Ce roman captivant nous projette un déroulé de l'histoire des États-Unis au 20^e siècle, grandeur et décadence du capitalisme industriel, racisme au long cours, créativité artistique et cynisme des financiers.



REVUE

La Déferlante n°8, «Jouer, quand les féministes bousculent les règles», 19 euros

Média engagé, indépendant, féministe et écrit par des femmes, ce numéro publie la rencontre entre Philippe Poutou, bien connu de nos services, et Virginie Despentes. Au cours de 10 pages, se déroule la « Ping-pong théorie »... Ce numéro présente aussi un dossier « Jouer », une rencontre avec la féministe queer Alison Bechdel.



ROMANS ET RÉCITS

Notre revanche sera le rire de nos enfants, de Sorj Chalandon, éditions Black Star, 696 pages, 25 euros

L'Irlande du Nord s'embrace, les années 1960, Sorj Chalandon est l'envoyé spécial du quotidien *Libération*... ses chroniques, ses articles... toute une époque : « Dans un salon, sur des journaux toute une famille confectionne des cocktails Molotov, ailleurs une femme découpe des vieux chiffons, en fait des foulards pour les émeutiers... »



Hilaria, d'Irene, éditions Divergences, 2022, 154 pages, 14 euros

Le privé est politique, l'histoire familiale aussi. En revenant sur la vie des femmes de sa famille, en particulier de son arrière-arrière-grand-mère Hilaria, l'autrice de *la Terreur féministe* nous livre dans ce second livre un récit sensible et intime au croisement de la théorie politique et des grands événements historiques. À travers la vie de ces femmes, basques, antifranquistes et



ouvrières, Irene défend la perspective d'un féminisme anticapitaliste, anticarcéral, antifasciste et révolutionnaire.

Tous tes enfants dispersés, de Beata Umubyeyi Mairese, 256 pages, j'ai lu, 7,20 euros

Un premier roman d'une jeune autrice rwandaise qui vit à Bordeaux depuis 1994. Trois voix



se croisent. Trois voix qui crient le désespoir des survivantes du génocide. Trois voix qui tracent les espoirs tâtonnants de la reconstruction d'une identité rwandaise ancrée dans ce pays, sa beauté, la poésie de ses langues et de son imaginaire. Mais aussi des identités métissées brutalisées par les effets dévastateurs des dominations impérialistes dont les répliques ne cessent de percuter la vie des personnages.



Les aventures de China Iron, de Gabriela Cabezón Cámara, éditions 10/18, 216 pages, 7,60 euros

Paru en 2021, édité en poche en avril 2022, ce roman a été un immense succès en Argentine, sans doute parce qu'il épouse, à sa façon, les codes du roman fondateur des nations latino-américaines et que, dans le même temps, il constitue une ode à un monde nouveau, sous une plume acérée, sans concessions, porteuse d'une parole féministe et queer...

BANDES DESSINÉES

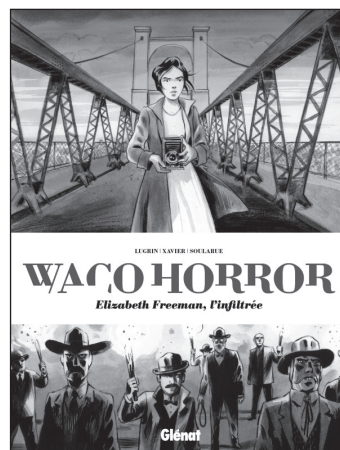


Les Vieux Fourneaux, tome 7, Chauds comme le climat, de Wilfrid Lupano et Paul Cauuet, éditions Dargaud, 2022, 56 pages, 13 euros

On y retrouve le vieux Pierrot, 75 ans au bas mot, au milieu des Black Blocs participant à une manif bien arrosée de gaz lacrymo... Au grand dam de son pote Antoine de la CGT, qui va se faire éclater par les CRS alors qu'il essaye de protéger les vitrines d'une banque. Désindustrialisation, extrême droite, violence de la répression et violences conjugales sont au rendez-vous de cette bande dessinée furieusement drôle.

Waco Horror: Elizabeth Freeman, l'infiltrée, Scénario Lisa Lugrin et Clément Xavier, dessins de Stéphane Soularue, Éditions Glénat, 2022, 157 pages, 22 euros

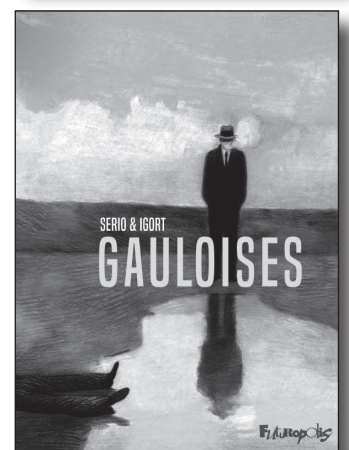
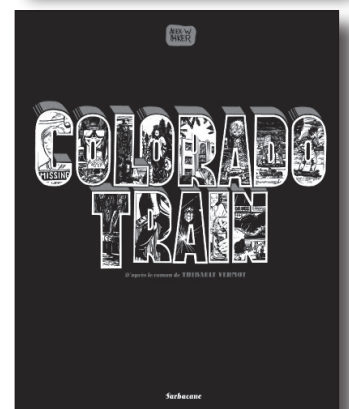
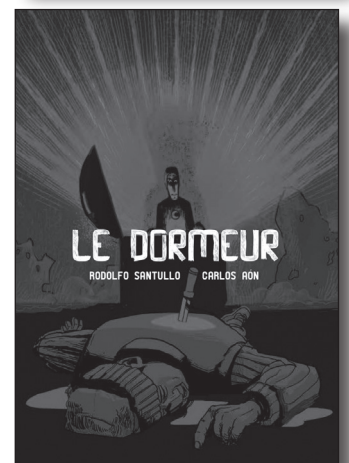
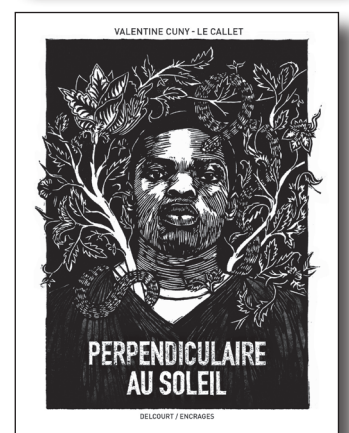
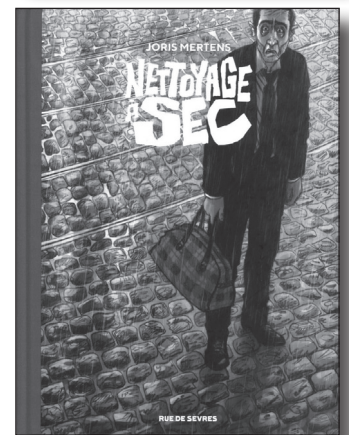
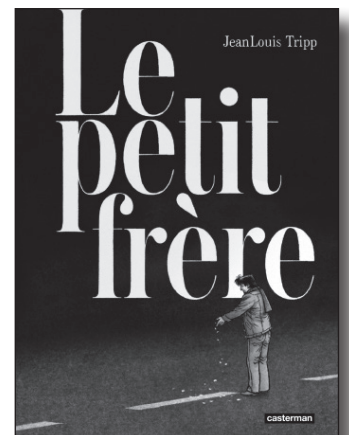
Année 1916. Waco, une ville dynamique et « progressiste » du Texas invite la militante féministe (suffragette) Elizabeth Freeman à donner une conférence sur les droits des femmes. Son ami, le sociologue afro-américain W.E.B. du Bois, militant pour les droits civiques et l'égalité, s'inquiète de la disparition d'un jeune noir accusé du meurtre d'une femme blanche. Il lui demande de mener une enquête discrète pour retrouver le jeune homme. Tous les faits sont authentiques et nous donnent la première BD « intersectionnelle » chez un



grand éditeur, où le féminisme ultra présent se confond avec la lutte pour l'égalité, amplifiant cette dernière. Un « Black Lives Matter » du début du vingtième siècle en quelque sorte !

La sélection du Prix BD FNAC France Inter 2023
Journal inquiet d'Istanbul, de Ersin Karabulut, éditions Dargaud, 152 pages, 23 euros. Lire page 11.
Le Petit Frère, de Jean-Louis Tripp, éditions Casterman, 344 pages, 28 euros. La perte d'un frère et un deuil qui ne passe pas.
Les Pizzlys, de Jérémie Moreau, éditions Delcourt, 200 pages, 29,95 euros. Quitter l'enfer d'une vie ubérisée pour l'Alaska sauvage.
Nettoyage à sec, de Joris Mertens, éditions Rue de Sèvres, 152 pages, 25 euros. Quand la vie d'un modeste livreur bascule après une tuerie chez un client.
Perpendiculaire au soleil, de Valentine Cuny-Le Callet, éditions Delcourt, 436 pages, 34,95 euros. Un échange de lettres de l'auteur avec un condamné à mort incarcéré en Floride. Poignant.

La sélection Prix Fauve Polar du 50^e festival d'Angoulême
Après *L'Entaille* d'Antoine Maillard aux éditions Cornélius qui a triomphé en 2022, le festival a mis en lecture pour le jury les 7 albums suivants :
Le Dormeur, de Carlos Aón et Rodolfo Santullo, trad. Thomas Dassinage, éditions iLatina, 116 pages, 15 euros.
Reckless, éliminer les monstres, d'Ed Brubaker et Sean Phillips, trad. Alex Nikolavitch, éditions Delcourt, 144 pages, 16,50 pages.
Colorado Train, d'Alex W. Inker, éditions Sarbacane, 240 pages, 29 euros.
Hound Dog, de Nicolas Pegon, éditions Denoël Graphic, 204 pages, 24,50 pages.
Gauloises, de Serio & Igort, trad. Hélène Dauniol-Remaud, éditions Futuropolis, 88 pages, 17 euros.
Lost Lad London, de Shima Shinya, éditions Ki-oon, 192 pages, 9,95 euros.
Meurtre télécommandé, de Janwillem van de Wetering et Paul Kirchner, trad. Patrick Marcel, éditions Tanibis, 112 pages, 23 euros.



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris – Tél. : 0149 28 52 44 – Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

RÉPRESSION

La justice relaxe notre camarade du NPA à Strasbourg

Le 10 mars 2021 une manifestation à laquelle participe le NPA67 est organisée sur le chantier du Grand Contournement Ouest de Strasbourg (GCO).

La gendarmerie en nombre nasse la cinquantaine de participantEs pour relever leurs identités et les informer qu'ils sont verbalisés pour «rassemblement de plus de six personnes pendant l'état d'urgence sanitaire sans respect des gestes barrières». Quelques jours plus tard, trois manifestants reçoivent une amende forfaitaire de 135 euros. Notre camarade visé en raison de ses responsabilités sur le dossier fait partie des verbalisés. Il décide de contester l'amende sur les conseils de l'avocate locale du NPA, par ailleurs membre de la Ligue des droits de l'homme.



La réquisition d'augmenter l'amende non suivie par le juge
À l'audience du tribunal de police le 6 octobre 2022, le ministère public, représenté par le commissaire de police chargé par ailleurs d'encadrer les manifestations à Strasbourg, donc connaissant bien le NPA 67, requiert une augmentation du montant de l'amende. La réquisition n'est pas suivie par le juge. Celui-ci vient, dans son jugement du 15 décembre 2022, de suivre les conclusions de notre avocate en relaxant le camarade au motif d'actes de procédure prescrits. Notre camarade a donc gagné les trois procès engagés à son encontre lors de sa participation à des manifestations. C'est sans compter les autres procès tous gagnés eux aussi ces derniers mois par les militantEs strasbourgeois du NPA 67. Si la justice est capable du pire, à Strasbourg elle désavoue la police et la gendarmerie à l'origine des poursuites et renvoie le ministère public au vestiaire.
CorrespondantEs

l'Anticapitaliste la revue

Le n° 140 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

BIODIVERSITÉ Où est passée la COP15 ?

Difficile de trouver la moindre information dans les médias sur la COP15, la Conférence des États sur la biodiversité, qui s'est tenue du 7 et le 19 décembre, à Montréal, hormis peut-être depuis sa clôture...

Il faut dire que cela avait mal commencé. Aucun chef d'État n'avait jugé utile de s'y déplacer, ce qui en dit long sur la crédibilité des intentions affichées. Il n'est donc pas étonnant que les discussions aient piétiné et achoppé sur le transfert de fonds du Nord vers le Sud. Il est vrai que les investissements militaires et le maintien des privilèges des classes dominantes sont pour les États les plus riches plus importants que la préservation de la biodiversité !

Aucun des 20 objectifs d'Aichi n'est atteint

Pourtant sur le site internet des Nations unies, on peut encore lire : « Les gouvernements se sont engagés à atteindre les 20 objectifs d'Aichi en matière de biodiversité d'ici 2020. Notamment à réduire de moitié la perte d'habitats naturels et à mettre en œuvre des plans de consommation et de production durables. » Ce qui n'empêche évidemment pas les États d'ignorer leurs engagements. Aujourd'hui tout le monde (même ces États !) s'accorde à dire qu'aucun des 20 objectifs d'Aichi n'a été atteint à ce jour. Il s'agissait pour eux lors de la COP15 de gagner du temps, c'est-à-dire de nous en faire perdre face à l'urgence. L'Union internationale de conservation de la nature (UICN) a rendu le 9 décembre une nouvelle actualisation de la liste rouge des espèces. Sans surprise, 2000 nouvelles espèces viennent d'être classées comme menacées. Mais les États n'en tirent aucune conséquence.



Agir vraiment face à la 6^e crise d'extinction majeure

Est-il encore possible de faire quelque chose ? À lire l'appel de scientifiques rendu public début décembre intitulé « La nature n'attendra pas 2030 », on pourrait se dire que ce déclin, devenu inéluctable, nous rapproche de la catastrophe. Pourtant, cette crainte ne repose sur rien de scientifique, et peut même pousser au découragement et à négliger les incertitudes sur les rythmes du déclin des espèces. Bien que la situation soit grave, elle ne justifie pas de situer dans les dix ans le « point de non-retour ». Car nous n'en savons rien ! Nous sommes sur la voie d'une 6^e crise d'extinction majeure, mais elle n'est pas inéluctable. Cette approche a aussi le défaut de passer sous silence le fait qu'en matière de biodiversité, chaque fois que l'on agit vraiment, on est toujours surpris

des extraordinaires capacités du vivant à se « réinventer ». Que peuvent faire les États ? Les causes de l'effondrement de la biodiversité sont connues. Il est donc possible d'agir. Les deux voies majeures d'action sont bien identifiées.

Macron protège plus sa communication que la biodiversité

La première voie consiste à agir pour préserver les « réservoirs de biodiversité ». En France, ce sont les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 qui doivent être immédiatement classées en Réserves naturelles nationales, le plus haut niveau de protection réglementaire, avec les moyens de suivi scientifique et de gestion adéquats. C'est totalement à notre portée !

Au lieu de cela, le gouvernement Macron a trouvé la parade : dénaturer la notion de « protection forte » en permettant, par un décret en 2022, de classer en protection forte n'importe quel espace, sans soumettre les territoires à la moindre contrainte ! Ainsi, on pourra afficher en 2030 (date butoir des engagements français) être passé de 1,6 % de zones en protection forte à 10 %, sans avoir rien fait ! Le gouvernement ne protège pas la biodiversité, mais sa communication !

L'industrie agroalimentaire bien défendue

La deuxième voie d'action consiste à protéger la biodiversité sur tout le territoire. L'agriculture intensive et chimique est la principale cause de l'effondrement des espèces. Un plan pour passer à 100 % de l'agriculture française en bio (interdiction de tous les pesticides) doit être mis en place dans les délais les plus courts possible. Si ce n'est pas fait, c'est parce que nos gouvernements défendent les intérêts des capitalistes de l'industrie agroalimentaire, contre les intérêts de la société. Ces mesures seraient beaucoup plus efficaces que leurs systèmes de « compensation » des dégâts qui ne sont en fait que des justifications du droit à détruire avec une autre portée que des conférences pour ne rien faire. Mais on est mauvaise langue ! La COP15 a pris une décision « historique » : celle de faire un jour une COP16 !
Frédéric Malvaud

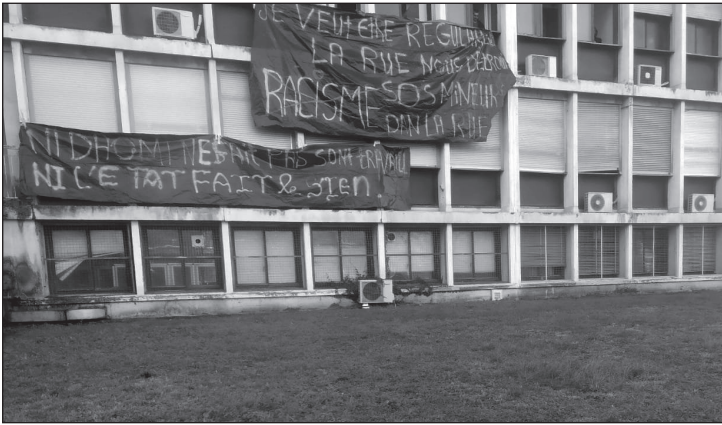
MIGRANT·E·S Université Toulouse-III, solidaire des jeunes mineurs isolés étrangers

Depuis 2016, le Conseil départemental prend en charge les mineurEs isolés étrangers, s'ils ont fait la démonstration de leur minorité. L'organisme qui traite le dossier est le Dispositif départemental d'accueil d'évaluation et d'orientation des mineurs isolés étrangers (DDAÉOMIE). Il aboutit, dans 80 % des cas, à une déclaration de majorité après une procédure humiliante et policière, transformant ces jeunes isolés en personnes sans-papiers. Sans droits, ils sont jetés à la rue.

À Toulouse, le collectif AutonoMIE organise ces jeunes. Avec l'aide d'avocats, et grâce aux dons d'argent, le collectif entame de longues démarches auprès des consulats afin de faire reconnaître comme valides les papiers d'identités des jeunes. À la suite de cette démarche, dans 95 % des cas, la minorité est reconnue par le tribunal, et le Conseil départemental est forcé de prendre en charge ces jeunes.

170 jeunes à la rue fin août

Jusqu'en août 2022, le collectif AutonoMIE occupait un bâtiment municipal pour loger et organiser les jeunes mineurs. Le 26 août, le maire, Jean-Luc Moudenc, a réussi à expulser les 170 jeunes du collectif qui se sont retrouvés à la rue et se sont regroupés dans un campement de fortune devant le tribunal. La solidarité s'est organisée et, face à la pression, les pouvoirs publics ont proposé des solutions de relogement pour une



centaine d'entre eux. Mais pas de solution collective. Les jeunes ont été dispersés dans de nombreux endroits (hôtels, centres d'hébergement...). De plus, chaque semaine, de nouveaux jeunes mineurs se retrouvent à la rue à Toulouse, sans solution. Tant que la présomption de minorité ne sera pas reconnue, les jeunes mineurEs isolés auront besoin d'un lieu collectif pour se mettre à l'abri et s'organiser

pour faire valoir leur droit. Le 12 décembre, les jeunes, soutenus par les associations AutonoMIE, Toutes en classe, la Société Saint-Vincent-de-Paul et Médecins du monde, ont donc pris possession d'un bâtiment inutilisé de l'université Toulouse-III.

Occupation d'un bâtiment inutilisé de l'université

Face à cette occupation, la présidence de l'université a fait preuve

de bien peu d'humanité. Menaces d'intervention policière, mise en avant de risques électriques et radioactifs (dans des bâtiments qui ont pourtant été utilisés par des agentEs de l'université pendant des années et il y a quelques mois encore), intimidation des jeunes par des agents de sécurité de l'université... À l'inverse, agentEs et étudiantEs de l'université ont fait pression pour accueillir ces jeunes dans les meilleures conditions. La CGT s'est rapidement indignée de l'attitude de la présidence. Des distributions de tracts, des collectes solidaires se sont organisées. De très nombreuses personnes ont témoigné de leur solidarité empêchant ainsi la présidence de procéder à une expulsion rapide. Il s'agit maintenant de consolider ce lieu d'accueil dans la durée, au-delà des congés universitaires.
Correspondant
Lien pour faire un don : <https://www.papayoux-solidarite.com/fr/collecte/autonomie-collectif-de-lutte-et-de-defense-des-mineur-es-isole>

RACISME Quand France-Maroc sert de prétexte à un déluge raciste et colonial

Pour beaucoup, à droite et à l'extrême droite, l'expression de l'existence à la fois sur le terrain et dans la rue (klaxons, drapeaux) de personnes d'origines arabes célébrant cette origine est une source d'énervement. Les pseudos débordements montés en épingle par les fachos sur les réseaux sociaux ne cachent ni l'hypocrisie ni la volonté de ne pas permettre cette expression de manière publique. La France est habituée à ce genre de répression : en 2014 à propos du Sénégal, en 2000 pour l'Algérie, les manifestations de joie lors de la victoire ont été violemment réprimées.

Libération et banalisation de la parole raciste

Le match France-Maroc du mercredi 15 décembre a réactivé ce réflexe colonial d'autant plus que les deux équipes s'affrontaient sur le terrain. La plupart des médias de droite ont passé les jours et heures avant le match à « préparer » l'opinion, via leurs éditorialistes ou en donnant le micro à tout ce qui se fait de politiciards droitiers : « *Tout le monde a peur d'une guerre, d'une guérilla et d'une guerre civile* », pour le maire du 8^e arrondissement de Paris. Pour Pascal Praud (CNews) : « *Les seuls problèmes de la Coupe du monde sont après les matchs du Maroc.* » Pour Laure-Alice Bouvier, toujours sur CNews : « *On peut se demander si l'on n'a pas un inconscient collectif qui conduit ces pays longtemps sous la coupe de pays européens à prendre leur revanche* ».

L'irruption de l'équipe du Maroc dans la compétition au Qatar et le soutien qu'elle a engendré dans les pays du Maghreb et en France a réveillé les vieux réflexes racistes et coloniaux de certains Français. Déjà samedi, lors de la qualification de la demi-finale, la police a utilisé les lacrymos et les charges contre des gens venus simplement fêter la victoire de cette équipe.



On a vu aussi revenir le débat sur l'interdiction des célébrations et celle de brandir des drapeaux — étrangers — comme pour les mariages. Il y a eu une telle libération de la parole raciste que le sénateur Stéphane Ravier (RN) a demandé à la préfecture de police de Marseille d'interdire les drapeaux marocains mercredi à l'occasion de la demi-finale de la Coupe du monde. Pour lui, « *les Marseillais n'ont pas à subir les*

hordes de voyous venus célébrer en cassant, agressant des passants ou attaquant des policiers, et en la matière vaut mieux prévenir que guérir. »

Un contexte qui donne des ailes aux fachos

Ces injonctions ont été bien comprises par plusieurs groupes fascistes bénéficiant de toute l'impunité et de la légitimité conférées par en haut pour agresser dans

plusieurs grandes villes les supporters marocains — mais en pratique n'importe quel racisé — se promenant à ce moment-là. Près de 40 fafs ont été interpellés à Paris avant d'arriver sur les Champs-Élysées, et plusieurs attaques à la matraque ont eu lieu à Lyon. Malgré la présence de plusieurs dizaines d'entre eux, seuls deux ont été interpellés. L'horreur absolue est venue de Montpellier, où un jeune garçon de 14 ans a été tué, écrasé par une voiture juste à la fin du match. L'auteur (dont on a récupéré la voiture) court toujours. Avec 88 députés RN, des groupes de médias ouvertement d'extrême droite, des soutiens plus ou moins assumés à droite et dans la police, le racisme a pris place au sein de notre société. Même fêter une victoire sportive peut se révéler dangereux. Loin d'être des anomalies dans le champ politique, les groupes de fafs ne sont que le reflet de la dynamique dangereuse prise ces dernières années. Il devient urgent de développer des solidarités actives dans les prochains mois et semaines pour se défendre concrètement contre cette vague.

Édouard Soulier

SALAIRES Au CASVP, la lutte paye et prépare l'avenir

La reconnaissance se voit sur la fiche de paie. C'est ce que les agentEs du Centre d'action sociale de la ville de Paris (CASVP), travaillant dans les restaurants Émeraudes et solidaires (pour les personnes âgées et en grande précarité) et les administratifEs, ont exigé.



CGT

Alors que toutEs les autres agentEs bénéficient de la « prime Ségur » (189 euros) ou de son équivalent, ils et elles étaient laissés sur le carreau. Avec l'aide de la CGT, ils et elles se sont très fortement mobilisés dans les restaurants depuis le 29 septembre. La mobilisation a été plus balbutiante chez les administratifEs. Dans un premier temps, le CASVP et la Mairie de Paris ont refusé de négocier, renvoyant la responsabilité au gouvernement qui a mis en place les règles de ce « Ségur », qui dans sa nature même a été conçu pour diviser les travailleurEs du médical et du social.

Des repas de Noël annulés pour faire monter la pression

Alors, les grévistes ont fait monter la pression en occupant Pali Kao, la cuisine centrale du CASVP pendant un mois. Cette occupation a été levée pour le début des négociations en novembre. Pendant tout le processus, la grève a perduré, malgré les pressions, notamment des élus locaux. Des restaurants n'ont presque pas ouvert. Des repas de Noël ont été annulés. ConscientEs que ce combat ne se jouait pas qu'au CASVP, les grévistes se sont jointEs à des journées de mobilisation plus larges, que ce soit dans les manifestations de la santé et du social ou dans les journées interprofessionnelles. Le 14 décembre, la direction du CASVP a fait une proposition allant de 80 à 100 euros selon les agentEs. Cette proposition, bien qu'en deçà de la revendication initiale, a été soumise à l'AG de grévistes (où

seulEs les grévistes ont voté). Ils et elles l'ont acceptée tout en gardant en tête que ce n'est que le début d'une mobilisation plus grande. Il s'agit donc d'une semi-victoire. Victoire, parce que le CASVP ne voulait rien lâcher pour ces agentEs. Mais victoire incomplète, parce que le compte n'y est pas et que les administratifs restent les exclus du « Ségur ». Les grévistes et les syndicalistes du CASVP sont bien conscientEs que

ce n'est que le début d'une nécessaire mobilisation plus large : le gel du point d'indice pendant plus de dix ans n'a pas été compensé par l'augmentation de l'année dernière ; l'inflation est effrayante pour tous, les conditions de travail sont en constante régression, la future réforme des retraites s'annonce dévastatrice. Cette mobilisation a permis de constituer un groupe militant qui s'est donné rendez-vous en

janvier pour les négociations sur les conditions de travail dans les restaurants Émeraudes et solidaires. Elle a été l'occasion de se mobiliser pour la première fois pour certainEs d'entre eux et elles. Ce qui n'avait pas été le cas des mobilisations précédentes au CASVP, notamment contre l'augmentation du temps de travail (2021) ou contre la réforme des retraites (2019). À suivre...
Correspondante

AUTOMOBILE

Après l'exclusion de la CGT du syndicat historique PSA Poissy

Une décision de justice du 8 décembre 2022 a interdit aux responsables du syndicat CGT historique de PSA Poissy de se prévaloir d'une appartenance à la CGT. Plutôt que d'accepter la position de la majorité des syndiquéEs de l'usine de Poissy ainsi que celle des syndicats de PSA Stellantis, la fédération de la métallurgie avait organisé l'appel à un tribunal pour faire valoir l'expulsion de tout un syndicat de l'une des principales usines automobiles en France.

Dans l'automobile, plus que dans le reste de la métallurgie et dans les autres secteurs d'emploi, le patronat est à l'offensive, comme en témoignent fermetures d'usines et chute continue des effectifs salariés depuis au moins vingt ans. Le mouvement syndical est atteint dans ses bases mêmes et la fédération de la métallurgie de la CGT est particulièrement à la peine. Ses effectifs revendiqués lors de son dernier congrès à Montpellier en 2022 sont de 52 000 adhérentEs dont 10 000 retraitéEs, contre 60 000 il y a dix ans, et plus de 300 000 dans les années 1970.

Des militants combattifs visés

Et c'est le moment où la fédération CGT et l'UD 78 choisissent d'exclure un syndicat CGT dont l'une des figures marquantes est Jean-Pierre Mercier, ancien animateur de la longue grève de l'usine d'Aulnay contre sa fermeture, délégué central CGT pour tout le groupe PSA, et aussi porte-parole de Lutte ouvrière. Le secrétaire du syndicat Farid Borsali avait été l'objet d'une répression patronale indigne en 2017 suscitant une pétition nationale dont le premier signataire était... Philippe Martinez. Bref, des militants reconnus dans leur usine mais aussi au niveau de PSA, puisque tous les syndicats CGT du groupe, à l'exception d'un seul, ont manifesté leur soutien au délégué central.

Cette exclusion vise un syndicat et des militants combattifs clairement identifiés. Il s'agit de reprendre en main, au-delà de l'usine de Poissy, la coordination CGT des syndicats PSA qui refusait jusqu'à présent tout accommodement avec la direction de PSA Stellantis. C'est en rajouter sur la crise générale du mouvement syndical qui trouve ses racines dans les pièges du « dialogue social » et la dégradation des rapports de forces pour les salariéEs.

Le passage à SUD, pas d'autre choix

Le syndicat CGT historique est passé à SUD à la suite de cette exclusion. Faute des protections légales que permettent des mandats de délégué, un salarié n'a notamment pas le droit de se déplacer hors de son poste de travail pour aller en défendre un autre, même lors de ses pauses. Ainsi la direction de l'usine a convoqué, pour avertissement ou menace de sanction, 32 militants dont les mandats tenant à leur appartenance au syndicat CGT historique sont contestés. Rejoindre un autre syndicat était donc la seule possibilité pour continuer à militer dans cette usine, et il n'y avait pas d'hésitation entre SUD, jusqu'alors non présent chez PSA, et les autres syndicats englués dans l'accompagnement des politiques patronales. Le congrès constitutif du syndicat SUD à Poissy tenu le dimanche 11 décembre a compté 215 adhérentEs. Au vu de la situation d'ensemble du mouvement syndical, c'est un réel succès pour une usine de 5 500 salariéEs. Dans une lettre ouverte, les responsables syndicaux de l'usine de Poissy, Jean-Pierre Mercier et Farid Borsali, indiquent qu'ils n'ont pas changé en passant à SUD. Personne dans le milieu militant ne peut avoir de doute là-dessus. Et bien sûr SUD a accueilli ce nouveau syndicat en connaissance de cause.

L'unité toujours à construire

Mais il n'y pas de quoi pavoiser. Le résultat, c'est une division supplémentaire dont la responsabilité incombe à la seule fédération de la métallurgie CGT. Avec l'assentiment de la direction confédérale. Malgré cette politique diviseuse, de nombreux travailleurEs combattifs continueront à militer dans les syndicats CGT. Au-delà même des travailleurEs combattifs, c'est bien la majorité des salariéEs des établissements PSA Stellantis, sous statut, intérimaires, précaires, syndiquéEs ou non qu'il faut entraîner dans l'action et l'unité pour construire des luttes sous le contrôle réel des travailleurEs. Une tâche incontournable en particulier dans les syndicats CGT et SUD.

Correspondant Blog NPA Autocritique



ACTU DU NPA

Pour une gauche de combat en 2023 : soutenez le NPA !

Le NPA est une petite organisation qui fonctionne à l'économie. Chaque poste de dépense est modeste. Mais leur addition forme tout de même un ensemble proche du million d'euros (contre 17 millions d'euros pour LREM et 22 millions d'euros pour le PS en 2020). Par ailleurs, ces postes, bien que variés, sont tous indispensables : impressions, voyages, locaux, presse, librairie, permanentEs, etc.

Dans ce cadre, la souscription annuelle a pour but de boucler ce budget courant sans prétention. Rien de plus, rien de moins. Il ne s'agit pas de créer une cagnotte. Certaines années, il a même fallu des événements exceptionnels pour rester la tête hors de l'eau. Un exemple ironique : notre budget 2020 a pu se maintenir à l'équilibre grâce... aux économies forcées provoquées par la pandémie de Covid-19 ! Dans un autre monde, LREM a touché 20 millions d'euros d'aide publique par an pendant la législature 2017-2022.

Le NPA sera en première ligne pour combattre la réforme des retraites

Les premières semaines de l'année 2023 seront marquées par le retour de la contre-réforme de notre système de retraites. Cette offensive en faveur des capitalistes porte le projet d'une société de surexploitation : travailler toujours plus, plus longtemps... et pour des revenus toujours faibles ! Le NPA sera en première ligne pour la combattre. Ce doit être, à toutes et tous, notre première bonne résolution.



Le NPA sera aussi présent sur tous les fronts de luttes dont l'autonomie nécessaire ne devrait être que l'envers de leur lien à la lutte globale contre le capitalisme. On n'en finira pas avec le sexisme, le racisme et les LGBTI-phobies sans en finir avec le capitalisme. On ne sauvera pas l'équilibre climatique et la biodiversité sans en finir avec le capitalisme. Mais inversement, on ne construira pas le socialisme sans dépasser toutes les formes d'oppressions et sans adapter notre production aux limites naturelles de notre planète. Dans le sillage de la récente campagne présidentielle de Philippe Poutou et des législatives, par tous ses canaux de diffusion et avec tous ses porte-paroles, le NPA continuera de défendre une seule orientation, celle qui est au cœur de son projet initial : celle d'un parti radical et unitaire pour notre classe, dans la rue et parfois dans les urnes, ouvert au dialogue avec certaines forces de gauche, contre l'exploitation et toutes les oppressions, pour l'internationalisme et le droit à l'auto-détermination des peuples, pour la construction d'un monde écosocialiste.

Comment écrire la suite ? « La suite » est justement le titre du texte d'orientation arrivé en tête (46 %) parmi les 6 proposés au vote (auquel 44 % des 12 600 adhérentEs ont participé). Loin devant « Printemps écolo » défendu par S. Bussière et Y. Jadot (18 %), et « T.E.R.R.E., nos luttes » (13 %) texte le moins tourné vers les institutions et soutenu par la députée S. Rousseau. Un large accord (86 %) a désigné l'élue municipale d'Hénin-Baumont, Marine Tondelier, comme secrétaire nationale.

Ligne antilibérale

C'est « l'habitabilité de la planète » qui est désignée comme « mère de toutes les batailles du siècle ». « La promesse d'abondance du capitalisme libéral [...] s'est transformée en massacres des écosystèmes marins et terrestres, en flambée des prix, en émeutes de la faim. [...] ce sont les plus pauvres, a fortiori dans les pays des Suds, qui subissent de plein fouet les conséquences du dérèglement climatique ». En alternative au « techno-capitalisme » et à « l'impasse du libre marché », il est proposé de créer « une économie proche, simple et durable : une économie des communs, du partage des biens et du travail ». ÉÉLV veut incarner « une écologie radicale, de rupture », reprend à son compte « les principes écoféministes », s'engage « contre les systèmes de domination ». Si le péril de l'extrême droite est clairement souligné, en France mais aussi partout en Europe, les institutions de l'UE sont très peu critiquées. Ce que dans d'autres milieux militants on appelle aussi la « mère de toutes

CONGRÈS D'ÉÉLV Rendre l'écologie populaire... Oui, mais comment ?

C'était la question centrale posée à ce congrès 2022 qui suit une série d'importants succès électoraux, notamment aux européennes et municipales. Série qui s'est close par un échec à la présidentielle (4,3 % pour Y. Jadot) et l'entrée dans la Nupes permettant la constitution inespérée d'un groupe de 23 députéEs à l'Assemblée.



les batailles », celle des retraites, est ici totalement absente...

« Plus que lancer des alertes, prendre le pouvoir »

Avec ses résultats électoraux riches en paradoxes, avec plus d'élus que jamais, ÉÉLV ne se résigne pas au revers de la présidentielle et entend bien contester l'hégémonie gagnée par LFI sur la gauche : « Notre rôle ne peut plus se réduire à lancer des alertes ou à écologiser la gauche ». Si la Nupes n'est pas rejetée, il est cependant dit que « son succès fut relatif ». C'est ce qui est escompté avec la ligne

d'autonomie affirmée nettement pour les européennes : rééquilibrer le rapport de forces au sein de la Nupes. Les préoccupations sont ici d'abord institutionnelles. Ce qui ne colle pas avec les urgences du moment qui imposent de sortir du système capitaliste.

La Nupes et l'antifascisme restent cependant en débat

Bien que nettement battue, la motion « T.E.R.R.E., nos luttes » pose des questions qui restent ouvertes. La nécessité de l'ancrage à gauche de l'écologie y est affirmée. Cette ligne, qui avait obtenu 49 %

lors de la primaire ouverte qui avait rassemblé 100 000 voix, avance des propositions concrètes pour donner corps au besoin d'unité qui s'exprime. Le texte propose de « créer un réseau transpartisan, intersyndical et interassociatif contre l'extrême droite ». Chiche ! Tous les textes en débat se réclamaient de l'écologie radicale mais les références multiples au combat contre les oppressions spécifiques ne peuvent occulter la réelle faiblesse des propositions sociales et économiques. Et sur le terrain des luttes, comme autour des mégabassines récemment, le débat a été vif, tant l'écart est parfois grand entre principes affichés et pratiques concrètes. Le rapport entre nécessaire radicalité et institutions exigera encore bien des débats ! Nous continuerons à discuter avec les militantEs ÉÉLV que nous côtoyons sur le terrain des luttes, militantEs qui ne se résignent pas à cantonner leurs combats sur le terrain électoral. L'urgence climatique et écologique va bousculer les schémas préconçus, soyons prêtEs à échanger pour convaincre de l'importance des propositions écosocialistes. **Commission nationale écologie**

VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES Bastien Vivès : l'omerta recule

Pour sa 50^e édition, le Festival international de la bande dessinée d'Angoulême avait choisi de mettre à l'honneur l'auteur Bastien Vivès, en lui consacrant une exposition « Carte Blanche »... et l'a déprogrammée.

Bastien Vivès est un auteur bien connu dans le microcosme de la bande dessinée, son travail suscite une désapprobation de la part de plusieurs personnes issues du milieu. Ses bandes dessinées sont jugées, pour la plupart, misogynes et, pour d'autres, relevant de pédopornographie. La complaisance dont l'auteur a profité jusque-là est inacceptable, et son exposition au Festival de la bande dessinée a été le déclencheur d'une vague de contestations sur les réseaux sociaux. L'annonce de cette programmation crée donc un retentissement qui, pour la première fois, se propage au-delà de la sphère de la bande dessinée.

Incompréhension de l'indignation suscitée

Après cette mise en lumière, le Festival de la bande dessinée a décidé de déprogrammer l'exposition, pour la sécurité de l'auteur. Ce communiqué du Festival est une mince victoire. Certes, nous avons réussi à montrer, en tant que public mais aussi en tant que créatrices, que nous ne cautionnons pas ce type de propos et de contenus, mais le communiqué est aussi insuffisant. Il témoigne de la non-compréhension de notre indignation à l'égard du contenu des bandes dessinées de Bastien Vivès, voire il tient de la provocation.



En effet, nous pensons que les justifications données par l'auteur et la défense du Festival sont révélatrices d'un système misogyne bien ficelé. Le milieu de la bande dessinée n'est pas exempt de ces mécanismes.

Il ne fait aucun doute que les livres de Bastien Vivès banalisent les images pédopornographiques, et que la caricature, décrite par l'auteur avec « l'hypertrophie des corps », ne tombe pas sous le sens. Il le dit lui-même. Il souhaite provoquer l'excitation de son lecteur à travers l'expression de ses propres fantasmes, que ce soit sur les questions de l'inceste ou des corps féminins, toujours hypersexualisés, stéréotypés.

Provocation ou fascination ?

Les récentes déclarations de l'auteur insistent sur le caractère provocateur et la manière dont les lectrices sont supposées comprendre son œuvre. On peut se demander, à juste titre, s'il s'agit seulement de provocation. Comme l'a (enfin) relevé le journal *Libération* dans son article du 16 décembre, dès 2005, l'auteur a écrit sur un forum (Catsuka) être fasciné, voire excité, par ce qu'il décrit lui-même comme des dessins pédopornographiques. En outre, il est important de rappeler que le lecteur porte un regard subjectif et que l'intention de l'auteur n'est pas garante de la réception de son œuvre par le

public. En ce sens, l'auteur est responsable de ce qu'il produit et de la portée du contenu de ses œuvres.

Le débat n'est pas sur le plan de la liberté d'expression

Il s'agit pour nous, de décentrer le débat stérile sur la « liberté d'expression » en opposition à la « censure puritaine », pour aborder concrètement la signification de l'expression par le dessin de la pédopornographie, d'avoir une réflexion de fond sur ce que disent ses œuvres à ce sujet.

Il est donc nécessaire de poser les questions différemment : l'auteur peut-il affirmer que pour certains de ses lecteurs, les images produites ne vont pas être prises comme une vérité, celle qui consiste à dire que les enfants peuvent consentir à des rapports sexuels avec des adultes ? D'où peuvent provenir ces biais de réalité ? Cette banalisation et cette tolérance dans la société ont-elles des conséquences sur la prévention des actes pédocriminels et incestueux ? L'auteur peut-il affirmer que ce type de contenu n'encourage pas le processus du passage à l'acte ? Pourquoi la loi interdit-elle ce genre de représentation ? Que disent les associations de victimes et les études à ce sujet ? De quelle manière peut-on parler de l'inceste, de la pédocriminalité dans une œuvre ?

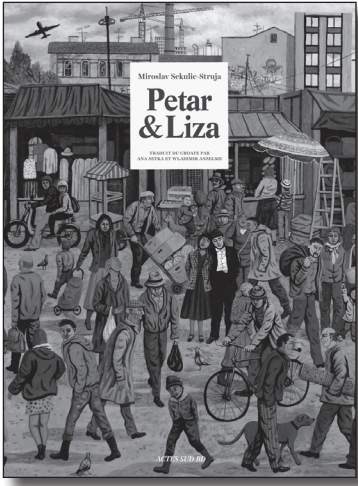
Nous avons une petite idée des réponses à toutes ces questions, et nous encourageons vivement tous ceux qui ont pris la défense et offert des tribunes à l'auteur, à se les poser aussi. Et enfin, d'abandonner le prisme de la censure et de se dire que l'on fait le choix éclairé de ne pas promouvoir, ni consommer ce type de contenu. **Hélène Topouria**

BD

Des BD pour bien finir 2022 et commencer 2023 avec des idées et/ou des rêves !

La 50^e édition du festival de BD d'Angoulême (du 26 au 29 janvier 2023) s'annonce déjà tumultueuse. L'exposition de Bastien Vivès vient d'être annulée à la suite de pétitions et mouvements de protestation sur la ville d'Angoulême même. Les étudiantEs de l'École européenne supérieure de l'Image (EESI) sont en grève avec le soutien de grandEs anciens comme Léa Murawiec (Fauve, prix du public 2022). Mais c'est ça la BD, le succès public et la contestation permanente ! Donc pour votre famille, vos amiEs et surtout pour vous-même, une seule option de cadeaux : des BD, dont voici une sélection parmi les albums sortis depuis un an ou moins.

Petar & Liza, de Miroslav Sekulic, Actes Sud, 176 pages, 16 euros
 Roman graphique ou fresque colorée ? Dans une Yougoslavie qui commence à se déchirer, Petar revient d'un long service militaire pas du tout adapté à son tempérament de poète mélancolique et plonge dans une vie civile et urbaine agitée qui le met en dépression. Il aimerait terminer son roman mais il croise le regard vert de Liza et est rattrapé par l'amour. Mais cela peut-il suffire à un Petar alcoolique qui n'arrive plus à écrire ? Et Liza l'indépendante ? Graphiquement, la plus belle BD de ces dernières années.



Jonathan, tome 17, la piste de Yéshé, de Cosey, éditions Le Lombard, 56 pages, 12,95 euros.
 C'est l'épisode final du conte initiatique himalayen de Cosey à travers

son double Jonathan. Retour au Tibet donc, pour retrouver de vieilles connaissances avant de partir définitivement. Des paysages enneigés, ou pas, mais toujours somptueux sous un ciel lumineux. Des « sages » plus ou moins sages. Et bien sûr, toujours les occupants chinois, de plus en plus nombreux par ailleurs, pour dicter qui est permis ou non aux TibétainEs. Jonathan parviendra à sauver la vie d'un résistant de la première heure avant de tirer sa révérence. En mantras évidemment !

Ruptures, les bébés volés du franquisme, scénario Laure Sirieix, dessins de Lauri Fernandez, éditions Bang, 157 pages, 25 euros.
 Des bébés et des enfants sont aujourd'hui volés en Ukraine par l'armée russe et les milices à sa solde. Objectif : en faire de « vrais russes » ! Le vol des enfants de militantEs révolutionnaires argentins dans les années 1970 répondait au même objectif. Moins connu est le vol des enfants des militantEs de la gauche espagnole. Il a pourtant duré pendant des dizaines d'années et peut se chiffrer autour de 300 000 enfants. Ce scandale fut étouffé par la loi d'amnistie du 15 octobre 1977 par laquelle les partis dits de gauche s'engagèrent à ne pas remuer le passé en échange de la « démocratie ». C'est le thème central de cette BD qui interroge l'histoire au plus près, en y mêlant les préoccupations d'une jeune lycéenne parisienne, petite-fille

et arrière-petite-fille de militantEs espagnols.

Journal inquiet d'Istanbul, de Ersin Karabulut, éditions Dargaud, 152 pages, 23 euros
 Une grande BD turque pour mieux comprendre la situation d'aujourd'hui. L'auteur, Ersin Karabulut, né en 1981, originaire d'une famille modeste dans une banlieue déshéritée d'Istanbul, a toujours rêvé de devenir dessinateur de BD dans une Turquie secouée par des régimes autoritaires, militaristes, extrémistes avant de sombrer dans le quasi-intégrisme islamique d'Erdogan. Combien de fois a-t-il failli lâcher le pinceau par peur pour lui-même, sa famille ou ses amis menacés par les « Loups gris » ou les « Frères » ? S'attaquer et se moquer du pouvoir dans un pays en train de devenir une dictature fondée sur des principes religieux n'est pas sans danger. Dans ce premier tome, Ersin nous raconte surtout ses débuts et les premières menaces. Mais il ne lâchera rien.

Slava, après la chute, de Pierre-Henry Gomont, éditions Dargaud, 104 pages, 20,50 euros
 Années 1990. L'URSS vient de s'effondrer. La Russie d'Eltsine est livrée en pâture au capitalisme le plus sauvage. Les richesses du pays qui, en théorie, appartenaient au peuple, sont attribuées à des bureaucrates liés à la mafia, à des oligarques surpuissants, pilleurs et voraces. La corruption s'affiche, s'étale et

s'impose en système partout dans le pays. Deux jeunes pillers, Dimitri Lavrine, un petit affairiste, et son ami, Slava Segalov, un artiste raté, tentent de participer à ce festin de corruption. On suit avec délectation leurs mésaventures rythmées par la rencontre du peuple d'en bas, de personnages hauts en couleur, et surtout de Nina la résistante. *Slava* est une saga qui brosse le portrait d'un pays déboussolé qui amorce une transition incertaine, et annonciateur de la Russie capitaliste et impérialiste d'aujourd'hui.

Bob Morane, tome 2, les Prisonniers du temps, scénario Éric Corbeyran et Christophe Bec, dessins Paolo Grella, éditions Soleil, 48 pages, 14,95 euros
 Et en BD l'aventure alors ? 70 ans après « l'aventurier de tous les temps » est toujours dans les bacs. Comme par hasard, un vortex (spirale temporelle) s'ouvre dans les caves du fringant commandant Morane dans le Massif central. Un petit dinosaure en surgit avant de disparaître. Comment résister à l'envie d'aller faire un petit tour dans le Crétacé ? Sauf qu'à peine franchi, le vortex se dissout et s'annonce la chute d'une énorme météorite, celle-là même qui provoquera la fin du monde des dinosaures. Comment nos héros vont-ils pouvoir se tirer d'une aussi fâcheuse situation ? Bonne lecture pour les fêtes
 Sylvain Chardon

Cinéma

Sous les figues, d'Erige Sehiri

Film tunisien, 1h32 min, sorti le 7 décembre 2022

« Qu'en un jour, qu'en un lieu, un seul fait accompli / Tienne jusqu'à la fin le théâtre rempli. » Boileau

Une figueraie de la campagne tunisienne. Des jeunes femmes travaillent à la récolte. Pour elles, c'est un job d'été. Leur journée de travail — la durée du film — se déroule dans l'ombre des figuiers, arbres majestueux au feuillage protecteur mais aux branches très fragiles.



À l'étouffée...
 Sous le couvert, à chaque instant l'on peut percevoir la chaleur écrasante de l'été. Chaque geste, chaque déplacement, semble arraché à la torpeur des heures brûlantes de la journée. L'abri de l'épaisse frondaison est alors vital mais opère tel un lourd couvercle sur le petit théâtre du monde où se meuvent avec grâce ces jeunes femmes — un jeune homme aussi — au milieu de l'équipe permanente, plus terne et résignée. Avec la légèreté qui sied à cet âge, les relations se nouent, au hasard d'une branche abaissée, d'un seau passé de main en main, d'un cageot rempli avec délicatesse — la figue est un fruit fragile... et sensuel. La gravité s'insinue lorsque nous sont révélés les difficultés et les drames de la vie de ces jeunes filles au travail. Le rapport aux hommes, qui de prime abord pouvait paraître presque ludique au travers de leurs chamailleries, est exposé crûment par l'irruption de manifestations banales mais violentes du patriarcat.

Beau comme une chanson...
 Tout est beau dans ce film, sans esthétisme gratuit, simplement. C'est un fait. Le pays magnifique, ces arbres somptueux, les fruits qu'ils portent, à la rondeur et à la couleur parfaites. Et les personnages... Les jeunes femmes affichent la beauté éclatante de leur insouciance — malgré tout. Les hommes, sont, eux aussi, très beaux. L'une des filles dit même du chef — un salaud ordinaire — qu'il est vraiment mignon. Les femmes plus âgées arborent la noblesse de leur visage splendide : la référente de l'équipe de cueilleurs, personnage complexe et ambivalent, ainsi que la très vieille femme dont les articulations sont au supplice. À noter que pas une de ces personnages, authentiques et fortes, n'est une actrice professionnelle. Le plus beau, finalement, c'est la solidarité qui émane de cette tranche de vie. Les jeunes filles, après s'être défaites de leur tenue de travail, remaquillées, chantent à tue-tête dans la camionnette qui les éloigne du théâtre qui s'est joué là. À moins que ce ne soit la chanson du générique, à ne rater sous aucun prétexte...
 Claude Moro

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris — Tél. : 01 49 28 52 44
 Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

Littérature

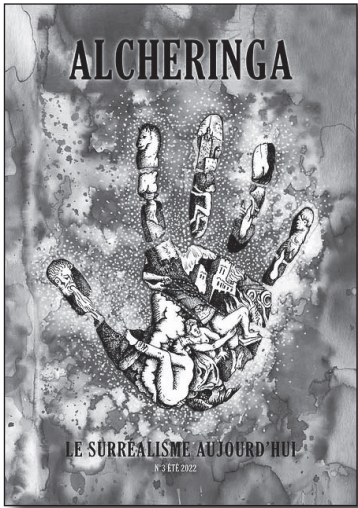
Le surréalisme aujourd'hui : Alcheringa n° 3

Revue, Venus d'ailleurs éditeurs, parue le 7 juillet 2022, 102 pages, 20 euros.

Contrairement à ce qu'on prétend chez les embaumeurs de momies muséales et les marchands de vaches au formol, le surréalisme en France est bel et bien vivant. En témoigne le troisième numéro de la revue *Alcheringa*, publiée par le Groupe de Paris du mouvement surréaliste.

Une réjouissante présence féminine

Ce titre, *Alcheringa*, quelque peu ésotérique, signifie dans la langue aranda des aborigènes d'Australie « le temps des rêves ». Le mot apparaît dans un célèbre texte d'André Breton, *Main première* (1962). Comme l'explique Sylwia Chrostowska dans l'introduction à ce numéro, l'art de rêver pour les surréalistes inclut non seulement les manifestations oniriques de l'inconscient mais aussi les utopies. Dans la tradition des publications surréalistes, *Alcheringa* n° 3 contient des essais, des poèmes, des jeux collectifs, des récits de rêves, des déclarations collectives, des enquêtes — « *quel serait l'acte surréaliste le moins simple ?* » — et



de nombreuses illustrations signées par Yoan Armand Gil (la couverture), Michèle Bachelet, Sylwia Chrostowska, Sarah Froidurot, Antonella Gandini, Guy Girard, Alex Januario, Ody Saban, John Welson et Virginia Tentindo, entre autres. Cette réjouissante présence féminine est d'ailleurs une des caractéristiques du surréalisme actuel. On y trouve aussi des documents d'archives, comme cette étonnante fiche de police de

l'Union des écrivains soviétiques sur André Breton (1938) — coupable de « soutien actif à Léon Trotsky » — découverte, traduite et présentée par Régis Gayraud.

La subversion pour œuvrer au réenchantement du monde

Les essais concernent l'exposition sur Toyen à Paris [au musée d'art moderne de Paris du 25 mars au 24 juillet 2022, NDLR] (Bertrand Schmitt), l'art brut des « peintures domestiques » (Bruno Montpied), la photographie surréaliste (Guy Girard), mais aussi la subversion, qui n'a pas cessé depuis 1924 d'être le noyau de la comète surréaliste. C'est un fil conducteur qui traverse plusieurs contributions. Par exemple, dans une déclaration collective, « *Quand le surréalisme aura cent ans* », signée par 16 membres du Groupe de Paris, il est question de la vocation du surréalisme à « *délivrer la raison de ses chaînes positivistes et de son instrumentalisation marchande* », et de son refus de composer avec le monde tel qu'il ne va pas, son langage, ses servants, ses techniques. Dans le même esprit

critique, Guy Girard (« *De quelques récentes infortunes de l'image* ») dénonce la caution qu'apportent certains artistes au « *décervelage général* » et appelle à la recherche du point sublime, à partir duquel sera possible la récupération totale de notre force psychique pour œuvrer au réenchantement du monde. Le dépassement de la rationalité bourgeoise, cartésienne, grâce au principe fouriériste d'attraction passionnelle et grâce à la raison ardente des romantiques et des surréalistes, c'est le thème du bel essai de Patrick Lepetit, qui avance « *sous le pavillon noir de la tradition de la nuit* ». Enfin, Joël Gayraud, dans un bref mais lumineux texte (« *Transformer le monde pour le rendre digne d'être parcouru* »), appelle à prendre « *le canal souterrain de la révolte* » et à voyager « *dans le temps fédéré des insurrections du corps et de l'esprit* ». Très diverses, ces différentes manifestations ne sont pas moins animées par cette fusion alchimique de l'Amour, la Poésie et la Révolte qui caractérise depuis ses origines jusqu'à nos jours l'aventure surréaliste.
 Michael Löwy

